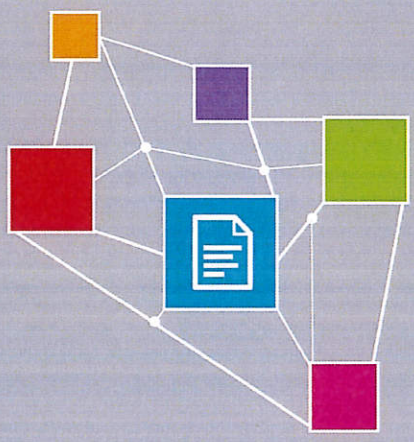
AGGLO
HÉNIN-CARVIN



Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin

Contrat de ville 2015/2020

Convention d'application

PROTOCOLE DE PREFIGURATION

DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN « MULTI-SITES »
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION D'HENIN-CARVIN
CO-FINANCE PAR L'ANRU DANS LE CADRE DU NPNRU

Montigny en Gohelle
Hénin-Beaumont
ROUVROY
Courrières
ANRU Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
GROUPE Caisse des Dépôts
Région Hauts-de-France Nord Pas de Calais - Picardie
Pas-de-Calais Le Département
Pas-de-Calais habitat
maisons & cités SOGINORPA
icf HABITAT
SIA GROUPE SIA

Vu le Règlement Général de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur

Vu le Règlement Comptable et Financier de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur

SIGNATAIRES

- L'ANRU, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'Anru », représentée par Mme la Préfète de département, déléguée territoriale,
- La Communauté d'Agglomération Hénin Carvin, désignée ci-après « porteur de projet »
- Les communes de Montigny-en-Gohelle, Hénin-Beaumont, Rouvroy, et Courrières, comprenant au moins un quartier inscrit à l'article 1 du présent protocole
- La Caisse des Dépôts
- Le Conseil Régional des Hauts de France Nord Pas de Calais Picardie
- Les organismes HLM Pas-de-Calais habitat, ICF Nord Est, SIA habitat, Maisons & Cités Soginorpa.

PREAMBULE

Le diagnostic du territoire en termes d'Atouts Faiblesses Opportunités et Menaces

Des indicateurs de contexte illustrant la problématique du territoire de dynamisme économique et de persistance des difficultés :

Atouts	Faiblesses
➲ Population jeune ➲ Proximité Métropole Régionale ➲ Bonne desserte - intermodalité ➲ Taux de création d'entreprise élevé	➲ Perte de population ➲ Population viellissante et dépendante ➲ Forte présence de familles monoparentales et familles nombreuses ➲ Taux de chômage élevé ➲ Part de ménages dépendant des aides sociales élevé ➲ Revenus médians faibles
Oppotunités	**Menaces**
➲ Gisement d'emplois - Silver économie ➲ Augmentation du nombre de ménages ➲ Besoins de logements (neufs et réhabilitations) ➲ Classement UNESCO	➲ Manque de qualification des populations jeunes ➲ Prise en charge de la dépendance des personnes agées /solvabilité ➲ Vieillissement rapide de la population ➲ Solde migratoire négatif ➲ Part importante des auto-entrepreneurs dans les créations d'entreprises

Les contrastes en matière de cohésion sociale (éducation, santé bien être, tranquillité publique citoyenneté) :

Atouts	Faiblesses
➲ Des cellules de veille dans quasiment toutes les communes ➲ Engagement des communes dans les Projets de Réussite Educative (PRE) ➲ Une forte mobilisation en faveur de la prévention de l'obésité chez les jeunes ➲ Une mobilisation de l'ensemble des clubs sportifs de haut niveau au service de l'accès au sport pour tous ➲ Un fonctionnement en réseau efficace en ce qui concerne la lutte contre les violences faites aux femmes, l'accès aux droits et l'aide aux victimes	➲ Taux de retard scolaire important ➲ Faible taux de participation aux élections ➲ Faiblesse de l'offre de soins ➲ Etat sanitaire préoccupant ➲ Un manque de structuration d'une politique de Développement Social Local
Opportunités	**Menaces**
➲ Existance d'équipements structurants de premier plan permettant l'accès à la culture, à la musique, aux sports et loisirs de plein air, à l'éducation, à l'environnement (Métaphone, Aquaterra, Parc des Iles) ➲ Le déploiement de la fibre optique dans les bâtiments publics permettant le développement des usages du numérique pour tous ➲ Un réseau communautaire des médiathèques permettant un accès gratuit aux ressources matérielles et immatérielles (documentation numérique, formation en ligne...) ➲ La mise en œuvre d'un Contrat Local d'Education Artistique en partenariat avec la DRAC et l'Education Nationale ➲ Mise en place des Conseils Citoyens permettant le renforcement de la participation des habitants	➲ Des phénomènes de petite délinquance qui participent au développement de clivages et de réactions racistes ➲ Une sortie précoce des jeunes sur le marché du travail sans formation ➲ Faible mobilité des publics pouvant conduire à des difficultés d'insertion sociale et professionnelle

La situation en matière d''emploi et développement économique :

Atouts	Faiblesses
➲ Bon niveau de création d'emplois ➲ Proximité de la Métropole permettant d'accueillir une partie de la population active du territoire ➲ Amélioration du niveau de formation ➲ Offre de formation diversifiée et de proximité	➲ Taux de chômage très élevé ➲ Faible taux d'activité des femmes ➲ Importance des demandeurs d'emploi longue durée
Opportunités	**Menaces**
➲ Population active importante constituant un vivier de ressource potentiel ➲ Emergence de nouvelles filières d'activités (éco-industrie, tourisme, silver-économie...)	➲ Taux d'activité élevé des jeunes (rentrent plus tôt dans le marché du travail car peu diplomés) ➲ Augmentation des "seniors" dans les demandes d'emplois ➲ Un nombre d'emploi important dans l'économie présentielle qui peut être impactée par l'évolution démographique

La situation en matière d'habitat :

Atouts	Faiblesse
➲ Proximité de la métropole ➲ Mobilisation de l'ensemble des acteurs pour lutter contre les logements indignes	➲ Forte proportion du logement social ➲ Niveau d'équipements de proximité (commerces, services) relativement faible rapporté à la densité de population.
Opportunités	**Menaces**
➲ Classement UNESCO de certaines cités minières / valorisation du patrimoine ➲ Engagement d'un programme d'intérêt général (PIG) Habiter	➲ Importance du parc ancien - question du financement de la rénovation du parc et/ou de son renouvellement ➲ Attractivité faible du parc de logement ➲ Risque de paupérisation de certains quartiers, accéléré par le vieillessement de la population

■ Les axes stratégiques du Contrat de Ville

Considérant le diagnostic territorial, quatre enjeux stratégiques ont été retenus :

- **La santé et le bien-être de la population**

Cet enjeu vise un objectif de santé publique tel que le définit l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) à savoir « un état de complet bien-être physique moral et social, qui ne consiste pas seulement à une absence de maladie ou d'infirmité ». Il inclut les objectifs d'accès aux soins et de prévention sanitaire du Contrat Local de Santé, mais également les enjeux de développement social local et de participation des habitants, d'accès aux droits y compris les droits sociaux, la prévention de la délinquance et la présence judiciaire de proximité.

La participation active des citoyens à l'action publique (communale, associative) et l'appropriation de lieux d'activités (sportifs, sociaux, culturels) par les individus et les familles sont reconnus comme des éléments contribuant à l'amélioration de l'épanouissement personnel et, plus généralement, au « mieux être » collectif dans les quartiers.

De même, la question de la « sécurité publique » reste un élément majeur du « bien-être » individuel et collectif.

Objectifs stratégiques du pilier « Santé Bien-être »
: Favoriser le lien social dans les quartiers
: Faire de chaque habitant un acteur de sa santé
: Promouvoir l'accès aux droits et aux soins
: La prévention de la délinquance

- **Jeunesse Education et parentalité**

Cet enjeu vise à la réussite éducative des enfants des quartiers, première condition de l'égalité des chances. Il s'appuiera, mais de manière non exhaustive sur les Programmes de Réussite Educative, et cherchera à développer des réponses innovantes aux difficultés rencontrées par les enfants en lien avec leur(s) parent(s). Il inclut les objectifs de formation et de qualification des jeunes du territoire.

Il s'agit de conforter le principe d'un accompagnement global et individualisé visant à mettre le jeune en situation de réussite, par une valorisation de ses compétences, y compris hors cadre scolaire. Cela nécessite un renforcement de la coordination des acteurs, au sein d'équipes éducatives élargies et s'appuyant sur des projets éducatifs territoriaux partagés.

Les objectifs stratégiques du pilier « Jeunesse Education et Parentalité »
: Lutter contre le décrochage scolaire
: Aider à la parentalité
: Développer la scolarité précoce
: Renforcer la « coéducation » des enfants

- **L'emploi et le développement économique**

Cet enjeu consiste à promouvoir l'offre de travail par le soutien aux acteurs économiques, la promotion de l'initiative privée et l'attractivité du territoire. Il vise à lever les freins d'accès à l'emploi.

Le Contrat de Ville ambitionne d'améliorer et de rendre lisible la territorialisation des politiques de droit commun dans le champ de l'emploi et du développement économique, afin que les habitants des quartiers, et en particulier les jeunes et les demandeurs d'emplois de longue durée, en bénéficient en proportion des besoins identifiés sur le territoire. L'accompagnement de la création d'activité par les habitants des quartiers, la pérennité des entreprises nouvellement créées et l'encouragement du développement de l'économie sociale et solidaire dans les quartiers constituent également des objectifs opérationnels du futur contrat.

Les objectifs stratégiques du pilier « Emploi et Développement Economique »
: Promouvoir l'offre de travail par le soutien aux acteurs économiques
: Promotion de l'initiative privée et attractivité du territoire
: Lever les freins à l'emploi

- **Le cadre de vie et le renouvellement urbain**

Cet enjeu recouvre l'amélioration du cadre de vie des habitants des quartiers – c'est la résorption des dysfonctionnements urbains majeurs des quartiers qui est en jeu.

Il s'agit aussi de trouver les moyens de favoriser le bien-vivre ensemble de tous les habitants des quartiers, c'est à dire la cohabitation, le rapprochement, la compréhension réciproque des différentes catégories de la population des quartiers, avec un effort envers les personnes restant les plus éloignées de la vie de quartier, de la vie associative et des actions publiques, envers aussi les personnes les plus difficiles à impliquer pour quelle que raison que ce soit – notamment les jeunes, les personnes âgées isolées, les femmes, les personnes handicapées – dans une préoccupation constante de lutte contre les discrimination et de respect du principe de laïcité républicain.

La bonne gestion des quartiers et la pérennisation des investissements réalisés dans le temps nécessitent le positionnement des habitants au cœur des dispositifs opérationnels, que ce soit en phase de conception des projets, en phase de réalisation, ou a posteriori pour leur gestion. Il faut impliquer les habitants dans la vie de leur quartier.

Objectifs stratégiques du pilier « Cadre de Vie Renouvellement Urbain »
: Requalifier l'habitat et améliorer les fonctions résidentielles
: Renforcer et adapter le niveau de services aux habitants
: Développer la gestion urbaine de proximité
: Accroitre l'attractivité des quartiers
: Progresser vers l'accessibilité universelle des personnes handicapées
: Garantir une cohérence d'intervention par l'élaboration de projets de renouvellement urbain et social des quartiers

- **Les actions engagées et en cours dans le cadre du programme national de rénovation urbaine (PNRU)**

Pour une action globale sur les dysfonctionnements des quartiers, la CAHC a bénéficié du premier Programme National de Rénovation Urbaine, sur les deux **quartiers du Rotois à Courrières** et **République à Carvin** qui ont conventionné avec l'ANRU.

La Région Nord Pas de Calais a également poursuivi son soutien actif au territoire ;

- au titre de sa politique de renouvellement urbain en permettant la signature d'une **Convention Régionale de Rénovation Urbaine** en 2012 et la réalisation d'un programme de rénovation urbaine du **quartier Macé-Darcy à Hénin-Beaumont ;** ainsi que la réalisation d'une étude de définition d'un Projet de Renouvellement Urbain et Social sur le secteur sud-ouest portant sur les quartiers du « multi-sites » objets du présent Protocole ;
- au titre également de sa politique de développement durable et social des territoires en permettant d'engager des réflexions sur la Gestion Urbaine de Proximité, sur la participation des habitants, en permettant de réaliser des actions de médiation sociale...

Ce programme a permis, dans ce premier temps d'intervention, d'améliorer la qualité résidentielle au sein du quartier avec la construction de 18 logements collectifs et 21 logements individuels par Pas-de-Calais Habitat ; d'améliorer la qualité des équipements publics, avec la restructuration et réhabilitation des écoles maternelle et primaire Jules Michelet ; d'améliorer le cadre de vie avec la requalification des espaces publics en lien avec les opérations du projet.
Pour aller au-delà, le projet urbain doit maintenant affirmer la vocation résidentielle du quartier en le dotant d'une centralité de proximité autour de nouveaux commerces et équipements, nécessaires à l'amélioration de la cohésion sociale et à la redynamisation du quartier.

Le présent protocole de préfiguration s'appuie sur le dossier examiné par le comité local d'engagement du 29 février 2016.

Article 1. Quartiers d'intervention

Le décret du 30 décembre 2014, pris en application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, a inscrit pour l'EPCI Communauté d'Agglomération Hénin Carvin, 12 quartiers prioritaires de la politique de la ville répartis sur 8 des 14 communes de l'agglomération (annexe 1).

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Hénin Carvin :

- Il n'y a pas de quartiers d'intérêt national retenus par l'arrêté du 29 avril 2015, visé au II de l'article 9-1 de la loi n°2003-710 du 1er août 2003 ;

- Les quartiers d'intérêt régional retenus par le conseil d'administration de l'ANRU du 21 avril 2015 et du 23 juin 2015 sur proposition du préfet de région sont regroupés en un « multi-sites », dont le périmètre a été fixé par le Conseil Communautaire du 14 octobre 2015 comme correspondant :
  - en premier lieu, au quartier Z0696 - Montigny-en-Gohelle/ ZAC des Deux Villes,

  et en complément, aux quartiers :
  - Z0695 - Montigny-en-Gohelle/ La plaine
  - Z0694 - Hénin Beaumont/ Ponchelet-Kennedy
  - Z0698 - Rouvroy/ Nouméa
  - Z0693 - Hénin Beaumont/ Mace-Darcy.

- *Par ailleurs, le porteur de projet porte une intervention de renouvellement urbain sur les quartiers prioritaires suivants, qui ne feront pas l'objet d'un soutien dans le cadre du NPNRU :*
  - Les quartiers du multi-sites, parmi les quartiers complémentaires, qui, à l'issue de la mise en œuvre du Protocole de préfiguration, ne feront pas l'objet d'une convention avec l'ANRU, seront soutenus par la CAHC de façon à pouvoir bénéficier d'autres dispositifs de renouvellement urbain.

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration

Article 2.1. Orientations stratégiques du contrat de ville

Les orientations stratégiques du pilier « Cadre de vie et Renouvellement Urbain » du Contrat de ville de l'agglomération d'Hénin Carvin

Au regard des constats partagés, la stratégie d'amélioration du cadre de vie et de renouvellement urbain acté par le Contrat de Ville, s'articule autour de cinq grandes orientations spécifiques.

Ce en quoi chacune de ces orientations consiste en termes de leviers à actionner et d'interventions à mener et ce sur quoi chacune d'elles porte, est détaillé aux pages 63 à 67 du Dossier de présentation du Protocole.

Synthétiquement, il est attendu des acteurs locaux qu'ils agissent en faveur de :

- **La requalification de l'habitat et l'amélioration des fonctions résidentielles**

Cela relève de la recherche d'une qualité accrue de l'offre en logements, intérieurs et extérieurs, pour les rendre confortables, économes, accueillants et conformes aux besoins des familles. La priorité sera donnée à la lutte contre la précarité énergétique puisque la problématique de l'habitat énergivore (portée au niveau national et régional) est globale sur l'ensemble des quartiers.

- **Aider à la mobilité des habitants**

Cela met l'accent sur la nécessité de créer les liens manquants entre les quartiers, de rendre accessibles les pôles de vie des quartiers voisins, de la commune et de l'agglomération. Il s'agit

d'assurer la continuité du maillage piéton, sa complète sécurisation, en le développant par rapport aux quartiers, l'accès aux transports en commun et leur performance...

- **Développer la gestion urbaine de proximité**

Cela signifie le rééquilibrage en termes de gestion de droit commun ou le renforcement de cette gestion au quotidien des quartiers, pour la disparition progressive des principaux dysfonctionnements constatés collectivement. Elle suppose des démarches partenariales encadrées, coordonnées et partagées, pragmatiques et pérennes, associant et mobilisant les habitants.

- **Accroitre l'attractivité des quartiers**

Cette orientation cherche à redonner aux quartiers prioritaires un statut de « quartier ordinaire » en accroissant la mixité urbaine et sociale en leur sein, afin de leur redonner une capacité d'attractivité sur les habitants des autres quartiers, voire des autres villes, soit pour une fréquentation plus ou moins régulière du quartier soit pour s'y installer.
Les différents leviers d'action en faveur de l'attractivité des quartiers s'articulent nécessairement avec une stratégie urbaine concordante prévoyant des espaces publics rénovés, accueillants, sûrs et efficaces, et une mobilité renforcée depuis et vers les quartiers.

- **Progresser vers l'accessibilité universelle des personnes handicapées**

Il s'agit de faire de la prise en compte des contraintes d'accessibilité des personnes handicapées, une préoccupation systématique de la mise en œuvre de chacune des actions en faveur du cadre de vie..

- **Garantir une cohérence d'intervention par l'élaboration de projets de renouvellement urbain et social des quartiers**

Selon les opérations menées sur les différents quartiers, le renouvellement urbain s'exprime différemment et a une portée plus ou moins large. On distingue deux stratégies différentes :

Une stratégie où le renouvellement urbain consiste en une intervention forte – à la fois sur l'habitat, l'espace public et les équipements – aboutissant ainsi à leur recomposition spatiale. Les quartiers concernés par le Protocole s'inscrivant dans cette logique, sont :

- Montigny-en-Gohelle/Hénin-Beaumont ZAC DES DEUX VILLES
- Montigny-en-Gohelle LA PLAINE DU 7
- Hénin-Beaumont PONCHELET- KENNEDY

Une stratégie où le renouvellement urbain s'inscrit dans l'organisation actuelle, sans recomposition majeure, aboutissant avant tout à une amélioration des fonctions urbaines intrinsèques aux quartiers. Le quartier concerné par le Protocole s'inscrivant dans cette logique, est :

- Hénin-Beaumont MACE-DARCY,
- Rouvroy NOUMEA.

Les orientations de renouvellement urbain et social pour le secteur sud-ouest de l'agglomération

La CAHC ayant délibéré en 2012 sur l'attention particulière à porter au renouvellement urbain du sud-ouest de l'agglomération, identifié comme prioritaire par la Région dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, une stratégie urbaine et sociale a été élaborée, à l'échelle de ce secteur, avec l'ensemble des partenaires concernés – Villes, Département, Région, bailleurs, État...

Cette double stratégie, urbaine et de cohésion sociale (reprise dans le Contrat de Ville), en articulation avec les grands projets structurants et les politiques de l'agglomération (habitat, environnement, mobilité, développement économique et emploi, cohésion sociale et urbaine), constitue le fondement du Projet de Renouvellement Urbain et Social (PRUS) du sud-ouest de l'agglomération dont découlent les projets de quartiers objets du présent Protocole.

Les neuf composantes de cette stratégie sont :

- L'amélioration du cadre de vie au sein des quartiers ;
- L'amélioration de la qualité résidentielle, avec comme priorité la lutte contre la précarité énergétique ;
- La diversification sociale des quartiers fragiles ;

- La valorisation et le développement des services à la population et des lieux d'accueil, de proximité ;
- Le développement économique au sein des quartiers, tout en renforçant le commerce de centre-ville, et l'aide à l'insertion professionnelle des habitants ;
- L'aide à la mobilité des habitants ;
- Le développement du potentiel porté par la jeunesse ;
- Le développement de la participation citoyenne et la constitution des conseils de citoyens ;
- Le suivi social des quartiers.

La signification et les attendus de chacune de ces orientations sont développés aux pages 73 à 75 du Dossier de présentation du Protocole.

L'articulation de cette stratégie de renouvellement urbain et social du secteur sud-ouest, avec les politiques locales et les grands projets communautaires, est exposée et cartographiée aux pages 76 à 85 du Dossier de présentation du Protocole.

Les orientations stratégiques majeures pour les quartiers du « multi-sites » au regard de la vocation des quartiers à 10-15 ans

La stratégie de renouvellement urbain et social pour le sud-ouest de l'agglomération a été élaborée sur la base d'une connaissance fine du contexte urbain, socio-économique et social des quartiers. Celle-ci a également permis d'identifier le potentiel de développement, endogène et exogène, propre à chacun et déterminant à partir de leur vocation actuelle qu'elle pouvait être leur vocation à 10-15 ans.

Les tableaux synoptiques ci-après indiquent ce positionnement spécifique et ce qui en découle comme rôles dans l'agglomération et orientations stratégiques majeures, pour chaque quartier.

La description du potentiel des quartiers et la justification de leur vocation future sont précisées pour chaque quartier du « multi-sites », aux pages 86 (ZAC des Deux Villes), 87 (Kennedy et Plaine du 7), 88 (Nouméa et Darcy) du Dossier de présentation du Protocole.

	Intervention de type 1 : Réorganisation spatiale Une intervention forte sur l'organisation spatiale, démolition,désenclavement routier, reconstruction sur site, etc. Une intervention forte sur le plan social au bénéfice des populations les plus fragiles.		
Quartier	**ZAC DES DEUX VILLES (Hénin-Beaumont/Montigny-en-Gohelle)**	**KENNEDY (Hénin-Beaumont)**	**LA PLAINE DU 7 (Montigny-en-Gohelle)**
Vocation actuelle	Un quartier résidentiel, présentant une mixité fonctionnelle fragile.	Un quartier strictement résidentiel.	Un quartier résidentiel, présentant une mixité fonctionnelle fragile.
Vocation future	**Un quartier résidentiel participant à l'attractivité et au renforcement de la centralité de l'agglomération.**	**Un quartier résidentiel en cœur de ville et d'agglomération.**	**Un quartier résidentiel mixte, participant à l'attractivité de Montigny.**
Rôles du quartier et orientations stratégiques majeures	**1) <u>PROPOSER UNE OFFRE RESIDENTIELLE DIVERSIFIEE ET DE QUALITE :</u>** **> Diversification de l'habitat : démolitions, reconstructions, réhabilitations.** **2) <u>RENVOYER UNE IMAGE QUALITATIVE DE LA CENTRALITE D'HENIN CARVIN :</u>** **> Réaffirmation et requalification de la mixité fonctionnelle :** requalification et repositionnement des services et commerces de proximité, réhabilitations d'équipements... > **Requalification et valorisation des espaces et équipements publics** : sécurisation, liaisons modes doux... **3) <u>PARTICIPER AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU TERRITOIRE :</u>** > **Renforcement de la vitalité économique du quartier** : soutenir les activités économiques existantes, en développer de nouvelles.	**<u>PROPOSER UNE OFFRE RESIDENTIELLE DIVERSIFIEE ET DE QUALITE AUX PORTES DU CENTRE-VILLE :</u>** **> Diversification de l'habitat** : démolitions et reconstructions de logements individualisés **> Développement de la mixité sociale** : stratégie de peuplement. **> Amélioration du cadre du vie résidentiel** : requalification des espaces publics ; création de services de proximité (récréatifs...). **> Dynamisation et réinsertion du quartier dans le fonctionnement de la ville** : qualification des liaisons au centre-ville ; création de liaisons aux quartiers environnants ; revalorisation de l'équipement de quartier.	**1) <u>PROPOSER UNE OFFRE RESIDENTIELLE DIVERSIFIEE ET DE QUALITE :</u>** **> Requalification de l'habitat** : intervention forte sur les collectifs ; requalification de l'habitat ancien dégradé ; résidentialisation de la cité minière. **> Diversification de l'habitat par des constructions neuves au sein du quartier** (site de la chapelle polonaise, cité minière) > **Changer l'image du quartier** : évolution des collectifs structurants pour le quartier ; qualification des espaces publics ; stratégie de peuplement (limiter l'orientation très social du quartier) et GUP. **<u>2) RENFORCER LE DYNAMISME COMMUNAL :</u>** **> Renforcement de la mixité fonctionnelle** : restructuration et valorisation des équipements publics ; développement de services ; soutien et redéveloppement des commerces de proximité (sur l'axe structurant de la route d'Harnes). **> Renforcement des liens Plaine du 7/centre-ville** : liaisons modes doux ; hiérarchisation des espaces publics.
Objectifs urbains complémentaires identifiés	- Renforcer l'offre en équipements et services de proximité : services sociaux, médicaux, économiques. - Démolir partiellement les garages. - Mettre en oeuvre un dispositif le Gestion Urbaine de Proximité.	- Valoriser le CCAS en tant qu'équipement de quartier. - Intervention sur les logements privés anciens du faubourg. - Mettre en œuvre un dispositif de Gestion Urbaine de Proximité.	- Traiter les problèmes de sécurité des collectifs ICF (accès, rez-de-chaussée, abords côté route d'Harnes) et des parkings extérieurs. - Créer un lien visuel et physique entre la route d'Harnes et le coeur de quartier formé autour de la future maison de quartier et de la place verte ; et de là jusqu'au pôle d'équiepement au nord du quartier. - Positionner le nord du quartier en temps que pôle d'équipements attractifs : programmation et impantation d'espaces récréatifs et d'activités pour tous : city-stade, jardins familiaux... - Travailler sur la mixité sociale des extensions urbaines et les accrocher davantage au coeur de quartier : site des jardins familiaux, raccordement des impasses.
Objectifs stratégiques sociaux majeurs	- Rééquilibrer de manière durable le peuplement en faveur d'une plus forte mixité sociale. - Renforcer la cohésion sociale au sein du quartier. - Renforcer l'insertion professionnelle par le développement d'un équipement dédié à l'activité économique. - Favoriser l'amélioration de la santé des habitants par des actions de prévention et promotion de la santé. - Impliquer les citoyens sur le projet par un processus de concertation.	- Rééquilibrer de manière durable le peuplement en faveur d'une plus forte mixité sociale. - Impliquer les citoyens sur le projet par un processus de concertation.	- Favoriser le retour à la tranquillité publique. - Rééquilibrer de manière durable le peuplement en faveur d'une plus forte mixité sociale. - Renforcer la cohésion sociale à travers toute la cité, depuis les collectifs jusqu'au pôle d'équipements au nord, à l'appui des actions mises en oeuvre par la Maison de Quartier, en lien avec les écoles du quartier. - Favoriser l'amélioration de la santé des habitants par des actions de prévention et promotion de la santé prenant appui sur les jardins de la cité minière et la Maison de quartier. - Impliquer les citoyens sur le projet par un processus de concertation.

	Intervention de type 2 : Améliorations fonctionnelles. Une intervention s'inscrivant dans l'organisation spatiale actuelle mais proposant des améliorations fonctionnelles. Une intervention adaptée sur le plan social au bénéfice des populations les plus fragiles.	
Quartier	**CITE DARCY (Hénin-Beaumont)**	**CITE NOUMEA (Rouvroy)**
Vocation actuelle	Un quartier d'habitat minier classé par l'UNESCO.	Un quartier d'habitat minier classé par l'UNESCO.
Vocation future	**Un quartier résidentiel remarquable.**	**Un quartier résidentiel remarquable.**
Rôles du quartier et orientations stratégiques majeures	**1) <u>PROPOSER UNE OFFRE RESIDENTIELLE REMARQUABLE :</u>** **> Requalification thermique des logements** assurant la cohérence entre l'image de la cité et le confort des logements. **> Résidentialisation, qualification des espaces publics et valorisation paysagère assurant la cohérence de l'image globale de la cité minière.** **> Création d'une offre de services et commerces de proximité de qualité** : reconstitution d'une centralité de quartier à partir de la restructuration des équipements publics existants. **2) <u>PARTICIPER AU RAYONNEMENT TOURISTIQUE DU TERRITOIRE :</u>** **> Développement de liens fonctionnels et économiques entre le Parc des Iles et la Cité Darcy** : maison de l'habitat minier, maison-témoin de la réhabilitat° écologique, chambres d'hôtes... **> Ouverture de la cité à son environnement** : développer la mobilité ; liaison à la trame verte, au Parc des Iles.	**1) <u>PROPOSER UNE OFFRE RESIDENTIELLE REMARQUABLE</u> :** **> Requalification thermique des logements** assurant la cohérence entre l'image de la cité et le confort des logements. **> Restructuration des logements pour l'adaptation aux besoins des familles.** **> Diversification par densification des dents creuses.** **> Résidentialisation, qualification des espaces publics et valorisation paysagère** assurant la cohérence de l'image globale de la cité minière. **> Valoriser et développer l'offre de services et commerces de proximité :** liaisons aux équipts existants ; nouveaux équipts (maison de quartier, aires récréatives toute génération...) **2) <u>PARTICIPER AU RAYONNEMENT TOURISTIQUE DU TERRITOIRE</u> :** **> Développement de liens fonctionnels et économiques Parc des Iles/Cité Nouméa** : maison de l'habitat minier, maison-témoin de la réhabilitation écologique, chambres d'hôtes... **> Ouverture de la cité à son environnement** : développer la mobilité ; liaison à la trame verte, au Parc des Iles, au Parc de la Chênaie.
Objectifs urbains complémentaires identifiés	- Favoriser le développement d'activités sportives, la création d'espaces récréatifs adaptés aux jeunes enfants. - Désenclaver le collège via le réaménagement du terril. - Mettre en œuvre un dispositif de Gestion Urbaine de Proximité.	- Maîtriser les aspects architecturaux, urbains et programmatifs des extensions urbaines sur les franges du Parc des Iles. - Mettre en œuvre un dispositif de Gestion Urbaine de Proximité.
Objectifs stratégiques sociaux majeurs	- Rééquilibrer de manière durable le peuplement en faveur d'une plus forte mixité sociale. - Impliquer les citoyens sur le projet par un processus de concertation.	- Rééquilibrer de manière durable le peuplement en faveur d'une plus forte mixité sociale. - Impliquer les citoyens sur le projet par un processus de concertation.

Article 2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain

Des objectifs ont été fixés pour chaque quartier, en cohérence avec les axes du Contrat de Ville, en particulier le pilier « Cadre de Vie Renouvellement urbain, en cohérence avec la stratégie de renouvellement urbain et social du secteur sud-ouest de l'agglomération, et en cohérence avec la vocation établie des quartiers à 10-15 ans et en découlant les orientations stratégiques majeures. Ces objectifs sont énumérés ci-après.

❖ **LA ZAC DES DEUX VILLES**

1 – Attirer de nouvelles populations avec la construction d'une centaine de logements offrant de nouvelles typologies de logements : accession à la propriété aidée, logements libres, logements libres dans une diversité de formes architecturales, de l'individuel au petit collectif, dans un cadre ouvert sur le parc paysager de Montigny-en-Gohelle et très perméable aux mobilités douces. Les capacités foncières se situent coté Montigny-en-Gohelle qui prendrait alors une vocation plus résidentielle que du côté Hénin-Beaumont, secteur plus en lien avec la centralité.

2 – Renforcer la centralité dite secondaire en créant un « pôle de l'initiative économique » ayant pour objectifs de faciliter l'implantation d'activités sur les quartiers du multi-sites avec une offre d'accueil adaptée ; d'être un incubateur pour les porteurs de projets potentiels en apportant une aide à la création d'entreprises et des services de gestion et communication ; de rechercher les ressources humaines présentes dans le quartier et les valoriser à travers les projets de création d'activités ; d'être un guichet unique pour les habitants des quartiers du multi-sites en matière d'emploi, insertion professionnelle, formation (information et accompagnement)... Il trouvera nécessairement un appui auprès des associations initiant en faveur de l'emploi et déjà présentes dans le quartier prioritaire.
Ce pôle pourrait prendre place à court terme dans un ou plusieurs des rez-de-chaussée vacants et bénéficiant d'une bonne visibilité et accessibilité, pour à plus long terme si la dynamique générée le justifie, se développer dans un équipement neuf positionné à l'articulation des deux villes, s'ouvrant sur le grand boulevard du Maréchal Leclerc.

3 – Renforcer la centralité dite secondaire en créant également une dynamique autour de la santé mettant en lien professionnels de la santé, acteurs de promotion de la santé et les habitants.

4 – Renforcer la structure commerciale de proximité, particulièrement là où elle résiste le mieux, en requalifiant espaces publics et pieds d'immeuble pour offrir une meilleure visibilité commerciale, une offre de stationnement optimisée et en mettant en place un service d'offre et d'accompagnement aux commerçants du secteur, services offerts par le centre d'affaire de quartier.

5 – Relier les deux secteurs coté Montigny et coté Hénin-Beaumont en requalifiant le boulevard du Maréchal Leclerc pour en faire une voie routière intégrée à son environnement, avec des liaisons transversales piétonnes et cycles sécurisées. Ce projet oblige à revoir la configuration des façades du boulevard coté Hénin Beaumont (démolition des garages) et à retravailler les modalités de circulation du boulevard à l'amont du quartier.

Des interventions incontournables ont d'ores et déjà été identifiées.

- Elles concernent la démolition de 4 tours qui permettront une remodélisation du quartier en ouvrant physiquement les ilots, son ouverture sur le parc paysager et le reste du quartier, l'amélioration de la répartition du logement social en desserrant sa concentration sur le quartier et donc sa mixité sociale. La démolition concerne les tours Flandres, Dauphiné, Picardie, Bourgogne comprenant 2 locaux commerciaux en rez-de-chaussée.
- Également, la liaison entre les deux communes qui se partagent ce quartier ne peut se faire sans la démolition des garages appartenant au bailleur social (jauge de 32 garages appartenant à SIA secteur LTO et 56 appartenant à Pas de Calais habitat, calibrée au stade

du schéma directeur), coté Hénin-Beaumont, pour créer les liaisons douces nécessaires aux coutures urbaines, mettre en valeur les équipements scolaires du quartier et qualifier fortement l'image de celui-ci.

- La réhabilitation thermique des immeubles non démolis coté Montigny-en-Gohelle est également indispensable à l'amélioration du confort des habitants, la gestion durable de ces immeubles, les économies d'énergie, et l'attractivité du parc et du quartier.

❖ **LE QUARTIER KENNEDY PONCHELET**

1 – Démolir les immeubles disqualifiés et qui enclavent le quartier ;

2 – Dé-densifier pour réussir l'intégration dans un environnement de maison ouvrière ;

3 – Reconstruire un habitat diversifié créant la mixité sociale (et reconstruire un logement social adapté hors quartier)

5 – Concevoir le nouveau quartier autour d'un équipement de proximité revalorisé, restructuré pour un accueil élargi aux habitants voisins et visant à valoriser et développer la vie associative, culturelle, citoyenne ;

6 – Requalifier les espaces publics pour y valoriser une mobilité douce, des espaces extérieurs de détente et loisirs, un désenclavement de la cité et une circulation apaisée : renforcement du maillage pour un meilleur rayonnement des équipements publics ;

7 – Concevoir un projet de renouvellement urbain en 2 temps avec un premier scénario à démolition contenue et un deuxième scénario avec une démolition plus importante des immeubles les plus obsolètes sur le plan thermique, phonique et difficilement aménageables aux PMR.

Les interventions incontournables d'ores et déjà identifiées sont les suivantes :

- Les immeubles les plus enclavant et les plus stigmatisant pour l'image du quartier sont à démolir pour créer un changement d'image et donner la capacité au quartier de se diversifier.
- Dans le même sens, la restructuration du CCAS en un équipement de proximité adapté aux populations environnantes et ouvert aux autres quartiers est l'un des éléments majeurs devant accompagner la réinsertion de ce quartier dans la qualification globale de la centralité visant un retour des populations les plus favorisées dans le centre-ville d'Hénin-Beaumont.

❖ **LE QUARTIER DE LA PLAINE DU 7**

Le projet saisit l'opportunité de la création par la commune d'une maison de quartier au cœur de la Plaine du 7 pour remodeler l'espace, intervenir sur le bâti collectif, remailler les liaisons douces, renforcer le commerce et les services de proximité, lancer une OPAH-RU sur le bâti ancien dégradé...

1 – Le projet de renouvellement urbain de la Plaine du 7 s'appuie sur une valorisation de l'armature urbaine traditionnelle du faubourg développée le long de la route d'Harnes. Ainsi l'ambition de ce quartier est de passer d'un quartier relégué à un quartier relié à son centre-ville, d'un faubourg vieillissant et stigmatisé à un faubourg requalifié, porteur d'une image moderne de la ville de demain : inclusive, adaptée pour tous.
Cette vocation de faubourg renouvelé passe autant par la valorisation et la densification de la Plaine du 7, cité minière, que par la mise en œuvre d'une OPAH-RU sur l'habitat ancien dégradé présent le long de la route d'Harnes, et la transformation du bâti collectif au cœur du quartier. Le quartier est pensé comme un tout : habitat traditionnel minier, habitat collectif social, habitat ancien fortement paupérisé.

2 – La dominante résidentielle prendra tous son sens avec le développement d'une dynamique économique le long de la route d'Harnes et la requalification de celle-ci en voie urbaine intégrée à son environnement.

3 – Le renforcement des équipements publics, engagé avec la construction de la Maison de quartier au cœur du quartier, permettra de fédérer autour d'activités éducatives, culturelles, sportives pour une optimisation de la cohésion sociale. L'ouverture de la Maison de quartier Jean-Claude Lecamus en septembre 2015 contribue à l'amélioration du cadre de vie au sein du quartier et optimise les actions de cohésion sociale. Cet équipement, vivier d'activités sportives, culturelles, éducatives, est également utilisé par le Conseil citoyen de la Plaine du 7 depuis son installation.

4 – Le renforcement des mobilités douces, la qualification de la trame verte vers les quartiers périphériques et le centre-ville... en cohérence avec le projet de développement spatial de l'agglomération.

5 – La maitrise des incivilités pour l'amélioration des conditions de vie dans le quartier.

Les interventions incontournables sont les suivantes :

- Afin de réussir l'attractivité de ce quartier comme faubourg renouvelé, une intervention sur les immeubles collectifs du bailleur ICF est incontournable afin de renverser l'image négative du quartier symbolisé par cet ensemble. Cette intervention, dont la nature reste à définir, devra participer au rééquilibrage social du peuplement du quartier, recherché par ailleurs De même, l'action d'une OPAH-RU est fondamentale pour éviter le décrochement social et urbain du faubourg ancien par rapport aux actions de valorisation de l'habitat minier, en cours, portées par le bailleur Maisons et Cités Soginorpa.
- La revalorisation de l'habitat du faubourg s'entend avec la redynamisation économique des cellules commerciales encore présentes le long de la route d'Harnes qui maintiennent la mixité fonctionnelle de ce quartier excentré.

❖ **LE QUARTIER CITE NOUMEA**

1 – L'accueil de logements individuels dans le prolongement de la rue Degas jusqu'à la rue Henri Barbusse, la diversification de l'offre existante du quartier étant complétée par les nouveaux logements programmés au contact direct de la cité Nouméa comme ceux prévus aux abords du Parc des Iles coté Rouvroy ou rue Jacques Cartier.

2 – L'implantation d'une maison de quartier multifonctionnelle pour bénéficier, au plus près, aux habitants de la cité Nouméa.

2 – La valorisation, afin de mieux connecter le quartier au réseau vert de l'agglomération et notamment au Parc des Îles, de la liaison douce qui traverse le quartier d'est en ouest.

3 – La création d'un maillage d'équipements de plein air au nord le long de la liaison douce, avec le raccordement de la rue Savorgnan de Brazza à la RD46.

Les interventions incontournables portent sur :

- Le désenclavement de la voie en impasse et la liaison du quartier à la rue Henri Barbusse et donc au Parc des îles et au parc d'activité de la Chênaie,
- ainsi que sur le maillage des liaisons douces vers la future maison de quartier en valorisant la voie verte existante.
- La cohésion sociale sera apportée également par la création d'espaces ludiques extérieurs pour chaque génération et par la requalification des espaces publics pour une circulation apaisée dans un quartier aux nombreux enfants.

❖ **LE QUARTIER CITE MACE DARCY**

1 – Affirmer la vocation résidentielle du quartier, en particulier en valorisant la cité minière.

2 – Donner à ce quartier une centralité de grande proximité, fédérée par des équipements publics regroupés, correctement maillée aux secteurs d'habitat et à l'environnement immédiat dont le Parc des Iles. Cette centralité est à construire à partir des équipements publics existants et en développant

de nouvelles vocations : maison des associations, commerces de proximité, développement des activités culturelles, éducatives et de soutien à l'emploi.

3 – Il s'agit d'apporter services et commerces en adéquation avec la vocation résidentielle du quartier, pour dynamiser la nouvelle centralité au cœur du quartier.

Le projet de renouvellement urbain du quartier Macé Darcy repose sur la valorisation des actions déjà réalisées par le PRU régional, en ciblant sur :

- la création d'une vraie centralité de proximité, offrant une variété de fonctions urbaines et davantage de visibilité au quartier, et améliorant son ouverture sur son environnement immédiat.

Ces objectifs ont été spatialisés sous forme de schémas directeurs, présentés en annexe 3.

Ils ont donné lieu à l'identification de premières orientations opérationnelles détaillées aux pages 90 à 93 du Dossier de présentation du Protocole.

Le programme de travail inscrit au présent Protocole de préfiguration permettra au porteur de projet d'affiner ces objectifs, et de conforter ou redéfinir les premières déclinaisons opérationnelles qui en ont été faites.

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration

Les demandes de modifications et d'approfondissements exprimées par les partenaires locaux lors de l'instruction du dossier de présentation ont été prises en compte par le porteur de projet.

Les partenaires souhaitent toutefois rappeler différents points :

* Le porteur de projet devra à l'issue de la phase protocole de préfiguration proposer une priorisation de l'intervention sur les quartiers. En effet, l'ANRU ne pourra intervenir financièrement sur les 5 quartiers. « Seuls les projets qui visent une transformation du quartier grâce à un impact global, urbain, économique, social et environnemental seront financés par l'agence » (cf. RGA - titre 1 - article 3).

* Le dossier présente des premiers objectifs opérationnels. Sur certains quartiers, une reconstitution de l'offre de LLS démolie est prévue en partie sur site. Le RGA (2.3.1.1) prévoit que « pour favoriser la mixité sociale, [la localisation de la reconstitution de l'offre] sera située en dehors des QPV [...] ainsi que des communes dont la part de LLS dans le parc de logement est supérieure à 50 %, sauf contexte spécifique argumenté ». Ainsi, l'étude sur la reconstitution de l'offre devra proposer une programmation en accord avec ce principe réglementaire.

Par ailleurs, le niveau de reconstitution de l'offre LLS démolie devra être déterminé en fonction du foncier disponible, du diagnostic permettant d'identifier l'offre actuelle, de caractériser la dynamique du marché de l'habitat, et d'évaluer les besoins de logements des ménages et des salariés concernés par le PRU.
La cohérence entre la programmation de constructions de LLS en droit commun et les programmes de reconstitution de l'offre dans le cadre du projet ANRU devra être recherchée.

* Certaines études portent sur des équipements non situés en QPV. Sur ce point, le RGA (Titre 1. 2 – le périmètre du projet) rappelle que l'ANRU concentre prioritairement ses moyens dans les QPV et que « pour toutes les demandes d'intervention en dehors du périmètre du quartier, le caractère indissociable et nécessaire à la requalification du quartier devra être démontré par le porteur de projet ».

Le programme de travail définitif acté au présent protocole de préfiguration vise à répondre à ces attentes.

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration

Le programme de travail détaillé ci-après a été établi en tenant compte du contexte, des actions et des études réalisées antérieurement, dont le résultat est présenté dans le Dossier de présentation du Protocole.

Il comprend les études et expertises visées au titre II du règlement général de l'Agence relatif au NPNRU et toute autre action nécessaire pour préciser le programme urbain et les mesures de relogement des ménages et d'accompagnement du changement (projet de gestion, mise en place des clauses sociales...), ayant vocation à être contractualisées dans la ou les convention(s) pluriannuelles de renouvellement urbain, et d'en déterminer les conditions de réalisation.

Il n'est pas limité aux seules actions co-financées par l'Agence, mais comprend l'ensemble des démarches à mettre en place afin de conclure une convention pluriannuelle de renouvellement urbain (mise en place de groupes de travail sur la gouvernance, les politiques d'attribution...) ; et de définir les programmes d'équipements publics structurants, qui n'ont pas vocation à être financés par l'Agence mais dont la réalisation est prévue dans les quartiers et impactera positivement les quartiers.

Ce programme comporte un volet transversal et un volet spécifique pour chacun des 5 quartiers du multi-sites

1. PROGRAMME DE TRAVAIL TRANSVERSAL A L'ECHELLE DE LA CAHC ET DU MULTI-SITES

1.1 Etudes visant à élaborer une stratégie de peuplement et de relogement

■ Mission d'accompagnement pour l'élaboration d'un diagnostic « peuplement »

Maîtrise d'ouvrage : CAHC.

Étude lancée en 2015, les résultats sont prévus pour 2016.

Ce travail a permis d'identifier à différentes échelles les enjeux spécifiques en matière de peuplement.

Les éléments suivant ont été traités :

- **Analyse du peuplement des quartiers d'habitat :**
  - Positionnement et photographie du peuplement des quartiers prioritaires Politique de la Ville les uns par rapport aux autres, par rapport aux quartiers non QPV, mais aussi vis-à-vis de leur territoire proche – la commune et de l'agglomération.
  - .
- **État des lieux du parc de logements :**
  - Identification du parc mobilisable.
  - Cartographie des niveaux de loyers à l'échelle des QPV et des autres quartiers (éventuellement à l'échelle des résidences) sur l'ensemble de l'agglomération.
  - Analyse de la répartition au sein du parc des différentes typologies de logements.
- **Identification des enjeux stratégiques**
  - Classification des QPV et autres quartiers et repérage des déséquilibres.
  - Identification des enjeux spécifiques en matière de peuplement auxquels sont confrontés chacun des quartiers, et globalement les grands enjeux de l'agglomération.
  - Sélectionner les indicateurs les plus significatifs en termes de suivi du peuplement.

■ Mission d'accompagnement pour la mise en œuvre de la réforme des attributions de logements sociaux et de gestion de la demande

Maîtrise d'ouvrage : CAHC.

La mission confiée au prestataire HB Etudes & Conseils a démarré le 7 décembre 2015. La Conférence Intercommunale du Logement a été installée le 18 décembre 2015.

Cette AMO permet de définir la stratégie de peuplement à l'échelle de l'agglomération et des quartiers.

Les éléments suivant sont traités :

- **Cadrage du fonctionnement de la Conférence et mettre en œuvre la feuille de route des travaux de la CIL pour l'année 2016.**
  - Définir les orientations en matière d'attribution de logements sociaux pour l'agglomération : attributions et mutations, modalités de relogement, coopérations entre réservataires et bailleurs (document cadre d'orientations).

- Élaborer la convention d'équilibre territorial pour les QPV (cf. article 8 de la loi Ville), qui devra notamment définir les modalités de relogement et d'accompagnement social dans le cadre des projets de renouvellement urbain.

- **Élaboration du Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs.**
- **Élaboration de la convention pour la mise en œuvre du dispositif de gestion partagée (qui s'appuiera sur le SNE). Définition du service d'information et d'accueil du demandeur, et l'élaboration de la convention d'application.**

Dans une logique de co-production, plusieurs groupes de travail se sont tenus de mars à mai 2016, l'objectif étant d'aboutir à une validation par la CIL des orientations d'attributions pour l'agglomération pour septembre 2016 ; et à la production de la convention de mixité sociale et d'équilibre territorial pour fin 2016/début 2017.

L'articulation des travaux menés par la CIL avec ceux menés dans le cadre de la mise en œuvre du Protocole, relativement aux relogements notamment, est précisée à l'article 7 du présent Protocole. Ils pourront in fine être intégrés à la future Convention ANRU.

1.2 Études visant à préciser le projet urbain

Un important travail d'étude a déjà été mené entre novembre 2012 et juillet 2015, sous maîtrise d'ouvrage de la CAHC, en lien notamment avec les communes et bailleurs sociaux du territoire et avec le concours de la Région Nord Pas-de-Calais (principal financeur de cette étude).

Pour mémoire, le travail mené entre novembre 2012 et juillet 2015 a permis la réalisation des éléments suivants :

Un diagnostic global

- Social : indicateurs de fragilité par quartier ; situation transversale en matière d'insertion, formation, emploi, santé, jeunesse, éducation, services, cadre de vie, tranquillité publique, expression citoyenne.
- Socio-économique : positionnement des quartiers sensibles ; analyse statistique et dynamique du peuplement ; analyse du potentiel programmatique en RU ; état des lieux des commerces et équipements.
- Urbain des quartiers d'habitat social : caractéristiques communes du fonctionnement urbain et monographies par quartier.
- Urbain de l'habitat ancien dégradé : repérage des secteurs de plus forte présomption d'indignité et de précarité énergétique et réceptivité des clientèles ; évaluation de l'habitat énergivore (études de cas).

Des orientations stratégiques

- Des stratégies thématiques : de requalification du cadre de vie, d'amélioration de l'offre de services, d'amélioration de l'habitat et de diversification sociale, de développement économique urbain, de valorisation du potentiel jeunesse du territoire ;
- Une stratégie d'intervention à l'échelle de l'agglomération ;
- Une stratégie d'intervention dans les quartiers : des schémas directeurs pour les quartiers d'habitat social collectif, pour les cités minières, pour certains secteurs d'habitat ancien dégradé

Ce travail fonde aujourd'hui le protocole de préfiguration, mais il doit être approfondi et précisé : précision de tous les programmes du projet, suivi des caractéristiques urbaines du programme, participation à la concertation publique, mise à jour des plans de programmation...
Afin d'assurer une cohérence d'ensemble, la CAHC lancera **plusieurs études**, éventuellement regroupées au sein d'un même marché public, par souci d'efficacité.

Si la CAHC est à nouveau maître d'ouvrage de ces études, elle assurera la bonne production des éléments attendus suivant un processus partenarial étroit, animé aux différentes échelles et impliquant, chacun des partenaires concernés (Villes, bailleurs, État, Région, département ...).

- **Analyse, à l'échelle du multi-sites, du potentiel de diversification résidentielle sur les quartiers et de reconstitution de l'offre locative sociale, au regard du Règlement de l'ANRU**

Maitrise d'ouvrage : CAHC

La CAHC mobilisera l'Agence d'Urbanisme de l'Artois pour la réalisation de cette étude, dans le cadre de son Programme Partenarial d'Activités. Cette sollicitation est cohérente avec les champs de compétence de l'AULA..

Les éléments suivant seront traités :

- **Analyse du marché** de l'habitat sur l'agglomération et en particulier sur le secteur sud-ouest : observation l'offre et de la demande sur le territoire pour chacun des segments du marché, et des dynamiques ;
- **Évaluation du potentiel de diversification** de l'offre de logements sur les quartiers en rénovation urbaine sur lesquels sont envisagées des démolitions et des constructions neuves, au regard des caractéristiques du marché immobilier sur le sud-ouest de l'agglomération établies précédemment ;
- **Détermination des types de produits, de leur localisation, des prix de sortie** ; il est important de produire ce travail sur l'ensemble des quartiers du multi-sites afin de ne pas générer un effet de concurrence entre les programmes du secteur.
- **Identification des sites de reconstitution de l'offre locative sociale**, au regard du foncier disponible et de sa constructibilité, établie si besoin par des études foncières préalables à la charge de chacun des propriétaires fonciers concernés (« Etudes de sols pour les sites associés » du programme de travail) ;
- **Établissement d'une stratégie phasée dans le temps**.

Cette étude devra nécessairement impliquer des professionnels de l'habitat privé.

A l'issue de cette étude, la CAHC disposera :

- des éléments programmatiques garantissant la réussite de la diversification de l'habitat au sein des quartiers ;
- des éléments permettant de déterminer le niveau de reconstitution de l'offre locative sociale démolie.

- **Analyse du potentiel de développement économique au sein des quartiers**

Maitrise d'ouvrage : CAHC

Cette étude, externalisée, visera, sur la base d'un diagnostic à l'échelle du sud-ouest de l'agglomération, voire de l'agglomération, à définir le potentiel de développement économique des quartiers, à le traduire en termes d'investissements immobiliers à réaliser (offre à créer ou à réinvestir), et en termes de partenariats et dynamiques à développer et soutenir.

Ces investissements devront favoriser la dynamisation des activités économiques existantes dans les quartiers et soutenir la création de projets économiques nouveaux, en facilitant leur implantation (notamment au sein des quartiers du multi-sites), en leur proposant des services de gestion et communication, en les aidant à trouver une ressource humaine adaptée et locale.

Les investissements devront donc également permettre de mettre en synergie, au sein du/des quartiers dans un/des lieux dédiés et novateurs, éventuellement constitué en un pôle d'affaire : les vecteurs de développement économique, les services de promotion professionnelle, de promotion de l'entreprenariat et de l'Economie Sociale et Solidaire, les acteurs de l'aide à la création d'activités, les services de l'emploi, de l'insertion professionnelle et de la formation professionnelle. Ces rapprochements interprofessionnels auront pour objectif d'aider au retour à l'emploi, à l'émergence de projets, d'initiatives personnelles, à la création d'activité.

La finalité recherchée est double : d'une part retrouver ou développer la mixité urbaine au sein des quartiers en cohérence avec leur vocation, d'autre part remettre à l'emploi des habitants des quartiers.

Pour chaque quartier du multi-sites, il s'agira de :

- **Positionner le quartier** dans les dynamiques de développement économique de l'agglomération ;
- **Caractériser la dynamique propre au quartier** au regard des activités économiques existantes sur le quartier ou aux abords, de leurs problématiques, besoins et projets (travaux, développement, fermeture, relocalisation...) ; au regard également des éventuels projets de développement économique envisagés ou en cours de réalisation ;
- **Analyser la capacité du quartier, en termes de freins et d'atouts**, à accueillir et pérenniser des projets d'activités économiques au regard de ces composantes et configurations urbaines, de son image, du climat social sur le quartier... ; ou à entrer en complémentarité ou synergie avec des activités ou des projets économiques développés à proximité du quartier
- **Préconiser les actions à mener pour améliorer les conditions d'accueil** par le quartier de nouvelles activités économiques (lien avec le projet de renouvellement urbain) ;
- **Identifier les pistes** envisageables d'activités économiques complémentaires à créer – commerciales, de services (dont les services de santé) – en fonction de l'offre existante, des projets en cours et de la demande (par exemple, pour la ZAC des Deux Villes : quelle opportunité de création d'une Maison de la Santé).

  Identification des possibilités d'implantation existantes sur les quartiers (localisation, conditions) (par exemple pour la ZAC des Deux Villes : quelle possibilité de réinvestissement des pieds d'immeubles pour l'accueil d'activités nouvelles). **Déterminer les conditions de réussite** à créer en matière d'implantation, en articulation avec le projet de renouvellement urbain : opportunité de la création d'un lieu d'accueil tremplin; nécessité d'un porter à connaissance permanent de l'offre immobilière disponible, aide à l'accession/location du foncier/local...
- **Estimer et déterminer les conditions de réussite en termes d'emplois :** de création d'emplois ; d'accès par les habitants du quartier à ces nouveaux emplois ; de création par les habitants eux-mêmes de certaines activités en tant que porteurs de projets. Analyse de l'opportunité de la création d'un lieu « incubateur » pour les porteurs de projets.
- Définir le ou les programmes économiques sur chacun des quartiers en fonction de la configuration (cellules individuelles ou structurées en pôle d'affaire) et des différents usages envisagés : dimensionnement, esquisse des plans de structure et de leur mode de gestion, estimation des coûts d'investissement et de fonctionnement.
- Conception du projet d'établissement dans le cas de la création d'un pôle d'initiative et de développement économique pilote ; définition des modes de commercialisation et d'animation auprès des entreprises ; des modes de collaboration avec les partenaires du territoire ; des modes d'animation territoriale en tant qu'interface entre les professionnels, les habitants et les associations des quartiers,
- Etablissement du planning de mise en œuvre en articulation avec celui du projet de renouvellement du quartier.

■ Complément d'étude urbaine : étude de programmation urbaine

Maitrise d'ouvrage : CAHC

Les éléments suivants seront produits dans le cadre de ce complément d'étude urbaine menée à l'échelle de chaque site, et en cohérence avec la stratégie d'agglomération :

- **Définition de la programmation urbaine à l'échelle des quartiers**, en intégrant les conclusions de l'ensemble des études réalisées en amont – études transversales sur les potentialités, études techniques sur les équipements et les sites de reconstitution de l'offre sociale locative, diagnostics techniques des logements (audits énergétiques...)... :
  - **Programmes Habitat** :
    - Démolitions,
    - réhabilitations,

- résidentialisations,
- construction neuve, sur la base des éléments produits dans le cadre de l'étude de potentiel typologie, prix de sortie...).

Ce volet aboutira à la production de fiches de lots, précisant :

- les contraintes urbaines : prescriptions du PLU en termes de hauteurs, reculs, surfaces constructibles/non constructibles, servitudes, etc.
- le fonctionnement urbain du site : accès, limites public/privé...
- les préconisations paysagères, architecturales et environnementales,
- les préconisations liées au classement au patrimoine mondial de l'UNESCO,
- les usages attendus du lot, les typologies attendues de logements...

Ces éléments seront à intégrer par les bailleurs lors du lancement des études de maîtrise d'œuvre.

- **Programme des aménagements publics** :
  - Prise en compte des problématiques concernant les réseaux d'assainissement, d'eau pluviale et d'eau potable gérés par la CAHC ; ainsi que des préconisations spécifiques (par exemple de déconnection des eaux de ruissellement par la mise en œuvre de techniques intégrées de gestion des eaux pluviales).
  - Intégration des nouvelles zones en qpv pour garantir la couture urbaine avec le périmètre de projet.

- **Programme** de création/réhabilitation **des équipements publics** au sein de la ZAC des Deux Villes : mise à plat des besoins du quartier, pré-programmation et déclinaison urbaine :
  - Intégration de la programmation de développement économique établie par l'étude sur le potentiel de développement économique de la ZAC (y compris sur le potentiel de développement de l'offre médicale).
  - Pré-programmation du centre social communal, au regard des besoins identifiés dans le cadre de l'étude spécifique conduite par ailleurs par la Ville d'Hénin-Beaumont.
  - Pré-programmation de la Maison de santé, au regard du résultat du travail préalable, mené par l'ingénierie de l'Atelier Santé Ville, de diagnostic et de préconisations sur le volet prévention de la santé.
  - Déclinaison opérationnelle de ces différentes pré-programmations : création d'un équipement de quartier au sein de la ZAC ou/et réhabilitations de lieux existants (prise en compte du résultat des diagnostics techniques et financiers de la maison DSQ de Montigny et de la salle de quartier Jean Moulin d'Hénin-Beaumont)...

- Programme de création d'équipements publics pour les autres quartiers d'Hénin-Beaumont et de Montigny-en-Gohelle du « multi-sites », selon les besoins : mise à plat des besoins des quartiers, pré-programmation et déclinaison urbaine le cas échéant.

L'analyse du prestataire sur ces autres quartiers mettra en évidence la nécessité, ou pas, de prévoir en leur sein une offre nouvelle en équipement. Pour ce faire, il sera pris en compte les équipements existants en bordure des quartiers, en évaluant s'ils suffisent à répondre aux besoins ou s'ils ont le potentiel pour y répondre, ou pas. La déclinaison urbaine portera sur les éventuels aménagements à prévoir pour compléter l'offre en services au sein des quartiers (à travers par exemple un accueil en pieds d'immeubles ou dans des locaux désaffectés...).

Ce travail ne pourra être fait que si les diagnostics techniques, à mener par ailleurs par les Villes sur leurs équipements existants, établissent les différentes options d'intervention au regard de leur état et des coûts estimés.

- Programme de restructuration de l'équipement public « Club des 4 vents » de la cité Nouméa en maison de quartier : besoins, usagers, programme détaillés des espaces.

- **Volet stationnement** en lien avec le programme de résidentialisation et d'aménagements des cités minières et de la ZAC des 2 Villes. Ce volet affinera la connaissance des caractéristiques du stationnement sur les quartiers en termes de capacité et occupation actuelle du stationnement, et de capacité à prévoir au regard des besoins et projets de quartier..

Sur la ZAC des deux Ville, un travail spécifique sera mené pour préciser l'opération de démolition des garages inscrite au projet : analyse de l'occupation des garages, de la faisabilité technique et financière de leur démolition, reconstruction, repositionnement, (jauge, loyer d'objectif...). ??..

- **Ajustement du schéma directeur de chaque quartier**, chiffrages de l'ensemble des opérations physiques, cahier de prescriptions architecturales, paysagères et environnementales, fiches de lot.
- **Démarche transversale de développement durable.**
- **Identification des dossiers réglementaires** nécessaires le cas échéant (étude d'impact, dossier loi sur l'eau ...).

■ AMO pour la fiabilisation opérationnelle et financière du NPRU

Maîtrise d'ouvrage : CAHC.

Les modalités opérationnelles des projets de quartiers doivent faire l'objet d'une expertise approfondie. Cette exigence est au cœur du nouveau règlement général de l'ANRU, qui exige que le caractère opérationnel du projet et le réalisme de son calendrier de réalisation soient pleinement fiabilisés en amont de la signature de la convention. Il s'agit donc d'un **élément déterminant pour la négociation de cette convention au terme de laquelle la faisabilité et l'implication financières des partenaires locaux doivent être démontrées.**

Cette mission, menée de concert avec l'actualisation du projet urbain par quartier, visera à établir l'ordonnancement **détaillé des études, procédures et travaux** des opérations prévues au NPRU.

Il s'agira également d'effectuer une **projection des dépenses et des recettes dans le temps** pour chaque signataire de la convention afin de démontrer la soutenabilité financière du PRU.

En lien avec l'étude urbaine, à l'échelle du multi-sites, ce travail permettra de décliner le programme en **différents scénarios de mise en œuvre**, donnant ainsi aux maîtres d'ouvrage un outil d'aide à la décision **pour phaser la mise en œuvre de leurs opérations en adéquation avec leurs capacités opérationnelles et financières**.

Ce travail sera mené en plusieurs temps :

- Réunions de faisabilité auprès des maîtres d'ouvrages ;
- Création du planning global d'opération et édition de plusieurs scénarios le cas échéant ;
- Déclinaison du planning en budgets pluriannuels (dépenses et recettes) ;
- Mise au point du plan de financement des opérations en vue de la contractualisation avec l'ANRU, ou le cas échéant avec les autres partenaires financeurs mobilisables (par exemple Conseil Départemental/CAHC/FEDER).

■ Étude de sol pour les sites de reconstruction de l'offre locative

Maîtrise d'ouvrage : les Villes propriétaires (éventuellement les bailleurs propriétaires)

L'offre de logements sociaux démolie doit être reconstituée hors site. À ce jour, certains sites envisagés sont des friches industrielles ou minières avec un risque potentiel de pollution ou d'instabilité du sous-sol.

Afin de fiabiliser le plus en amont possible leurs conditions de mise à disposition, il est prévu de réaliser des études de sol, préalablement à leur inscription comme sites de reconstitution de l'offre locative sociale.

■ Étude de diagnostic des réseaux d'eaux

Maîtrise d'ouvrage : CAHC

Les problématiques concernant les réseaux d'assainissement et d'eau potable gérés par la CAHC seront établies sur la base de diagnostics, existants ou à compléter, dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention de la CAHC sur ces réseaux.
Elle permettra un chiffrage au plus juste de l'ensemble des interventions nécessaires sur les espaces publics dans le cadre de l'AMO de fiabilisation opérationnelle et financière.

- **Étude de l'état initial du foncier**

Maîtrise d'ouvrage : Ville d'Hénin-Beaumont

Afin de fonder les projets de quartiers sur une base foncière fiable, la Ville d'Hénin-Beaumont mènera, en interne de ses services, une expertise de l'état initial des propriétés foncières

Concernant l'état futur du foncier, une étude géomètre sera lancée dans le cadre de la Convention, pour le recollement foncier sur la base des projets de démolition et constructions neuves sur les quartiers, afin de prévoir les rétrocessions foncières entre bailleurs/villes/CAHC.

- **Étude d'opportunité pour la création d'un centre social communal**

Maîtrise d'ouvrage : Ville d'Hénin-Beaumont

La Ville d'Hénin-Beaumont pilotera une étude d'opportunité pour qualifier les interventions sociales de proximité, en vue d'un agrément centre-social des équipements, à l'échelle communale voire du multi-sites. Elle permettra de réaliser :

- une **synthèse et actualisation des diagnostics sociaux** conduits aux échelles communale et communautaire, à l'appui d'un processus participatif mobilisant acteurs institutionnels, associations et habitants ;

- **l'identification des enjeux et axes de développement social communal** voire du multi-sites, à l'appui d'un comité de pilotage ;

- la **définition des besoins** concernant l'adaptation des moyens (personnel, équipements) pour atteindre les objectifs souhaités, intégrant la pertinence de disposer ou non d'une ou de structures "centre social" et précisant leurs caractéristiques (taille, échelles d'intervention...).

Cette démarche s'intègrera dans le suivi du Contrat de Ville de l'agglomération, par l'analyse de la cohérence du projet de centre social avec les axes stratégiques et opérationnels du Contrat de Ville en Groupe de Travail thématique ; puis, par la mobilisation des partenaires financeurs en Comité des financeurs, sur l'étude puis à terme sur les actions mises en œuvre par la future structure.

1.3 Pilotage et Évaluation

- **AMO accompagnement pour la formalisation de la convention ANRU**

Maîtrise d'ouvrage : CAHC

Cette mission correspond aux trois tranches conditionnelles du marché d'étude PRUS co-financée par la Région.

L'AMO interviendra en appui de la direction de projet en fin de phase protocole (les 5 derniers mois), en vue de décliner le résultat des études complémentaires et les arbitrages stratégiques issus du programme de travail, dans le cadre de la convention d'application :

- Accompagnement pour la formalisation de la convention d'application,
- Appui à la coordination des maîtres d'ouvrage,
- Appui à la négociation avec l'ANRU et ses autres partenaires financeurs.

- **Mise en place d'un observatoire social partenarial (à l'échelle du Contrat de Ville)**

Maîtrise d'ouvrage : CAHC.

La CAHC sollicitera l'Agence d'Urbanisme de l'Artois pour la réalisation de cette mission dans le cadre de son Programme Partenarial d'Activité.

Pour poursuivre les réflexions menées en Atelier « Observatoire social » dans le cadre de l'étude PRUS, en vue de la mise en œuvre d'un observatoire à l'échelle des QPV, une phase de préfiguration est nécessaire. Elle aura pour objet :

- Précisions ou compléments sur le référentiel d'observation ou tableau de bord, l'identification des indicateurs clefs pour chaque thématique, le dispositif de partenariat avec les contributeurs.
- La concrétisation du partenariat avec les contributeurs par la rédaction des conventions de mise à disposition des données.
- La définition de la configuration technique de l'outil et préparation.
- La conception de la base de données, intégration des données, vérification de l'intégrité de l'outil.
- Les analyses-tests. Identification des adaptations éventuellement nécessaires à apporter. Partage avec les partenaires et décisions sur les suites à donner.
- Préconisations techniques et analytiques sur l'articulation de l'observatoire social avec le futur observatoire de l'habitat.

Durant cette phase, l'Agence d'Urbanisme apportera son expertise en matière d'observation, en intégrant les pratiques d'observation du réseau des agences d'urbanisme de la région.

L'objectif est ensuite de créer la version définitive de l'observatoire social et d'en démarrer l'animation afin de mesurer l'évolution de la situation des quartiers QPV et/ou de ces habitants tout au long de la mise en œuvre du projet. Les indicateurs seront comparés dans la mesure du possible à d'autres échelles géographiques (commune, EPCI).

Dans le cadre du protocole de préfiguration, la Direction de projet CAHC assurera une animation plus spécifique à l'échelle du PRU, en identifiant des indicateurs spécifiques au suivi du NPRU (relogements, clause d'insertion, etc.), en lien avec l'ensemble des partenaires du projet. Elle assurera également le renseignement de l'état initial par quartier. Il s'agira ainsi de bénéficier d'une base de comparaison pour mesurer les tendances et évolution des quartiers aux différentes étapes de la mise en œuvre du NPNRU.

- **Élaboration du référentiel d'évaluation du PRU**

Maîtrise d'ouvrage : CAHC (réalisation en régie).

Une action-formation est actuellement en cours, dans le cadre du cycle de qualification de l'IREV, centre de ressource régional sur la politique de la ville. Elle vise à poser les bases d'une évaluation locale.

Le cadrage de la mise en place du dispositif d'évaluation du PRU sera piloté par la direction de projet CAHC, dans le cadre d'un groupe de travail thématique, associant les communes, les bailleurs, les services de l'État...

Dans ce cadre, il s'agira :

- de fixer les objectifs de l'évaluation ;
- d'établir les modalités de production de l'évaluation (fréquence de mise à jour, modalités de recueil, forme du rendu, destinataires ...) ;
- de déterminer le mode de mise en œuvre de l'évaluation sur la durée (qui anime la production, qui analyse, qui restitue...).

Par ailleurs, un suivi des objectifs opérationnels permettra de mesurer les résultats obtenus. Chaque année, le comité technique partenarial PRU multi-sites sera mobilisé pour débattre de cette évaluation, avant une présentation au comité de validation PRU multi-sites. Cette démarche permettra ensuite d'émettre des préconisations.

Le dispositif d'évaluation local chargé de mesurer et d'évaluer ces résultats sera partenarial. Le référentiel sera validé par les instances de pilotage du PRU. L'évaluation sera adossée aux bilans annuels du PRU.

1.4 Concertation

Appui méthodologique aux territoires (Région)

Maîtrise d'ouvrage : Région

Une mission, réalisée par le bureau d'étude ExtraCités, a permis de développer un outil de type web documentaire venant en appui méthodologique des communes à la concertation. Il devrait aider les acteurs à monter en compétence sur le sujet avant de passer à la mise en œuvre de la concertation.

Cette mission a pour objet :

- La création d'un outil de sensibilisation à la concertation-participation, apportant des éléments de contexte, méthodes et des outils, afin d'appuyer les techniciens des communes de la CAHC dans l'initiative ou le développement de démarches participatives ;
- Appuyer la CAHC dans l'organisation d'un séminaire destiné aux élus.

Dans un second temps, un accompagnement du CAUE pourra être mobilisé, sur la base d'un système d'appel à projets annuel lancé par la CAHC, pour la mise en œuvre d'actions de concertation citoyenne, hors PRU le besoin d'accompagnement d'un projet complexe du type PRU dépassant, en termes de temps, le simple cadre de la convention partenarial CAHC/CAUE.

Élaboration de la Charte de Concertation

Maîtrise d'ouvrage : CAHC (réalisation en régie).

Plusieurs éléments clés pour cette charte de concertation justifient que la CAHC anime son élaboration :

- La nécessité d'un moment d'acculturation collective sur la concertation, à travers la phase d'élaboration d'une charte ;
- La nécessité d'un engagement commun, par la signature de la charte, document-cadre de mise en œuvre de la concertation du PRU précisant :
    - L'implication des partenaires ;
    - Les principes généraux : le vocable, les droits et devoirs, les rôles, une stratégie ;
    - Les principes méthodologiques : les étapes ;
    - Les modalités de pilotage : organisation collective pour l'élaboration, la validation, la conduite de la démarche, la mise en œuvre, l'évaluation ;
    - Les moyens : humains, financiers, matériels.

AMO pour la déclinaison de la Charte de concertation sur les quartiers et la mise en œuvre des outils de concertation

Maîtrise d'ouvrage : CAHC.

La charte de concertation a ensuite pour vocation à être déclinée spécifiquement sur chaque quartier.

Une mission externalisée permettra un accompagnement efficace des collectivités dans la mise en œuvre de cette stratégie de concertation à l'échelle des quartiers.

Il s'agira de préciser le déroulement du dispositif selon les objectifs et finalités spécifiques, et les moyens mobilisables, en cohérence avec les principes et la méthodologie partagés dans la charte.

Afin de réaliser des économies d'échelle et de faciliter la gestion du marché public (envisagé initialement en groupement de commande Villes), la CAHC a proposé de porter le marché .

1.5 Insertion

Élaboration de la charte d'insertion

Maîtrise d'ouvrage : CAHC (réalisation en régie).

La rédaction de la charte d'insertion sera pilotée par la direction de projet CAHC, en lien avec le service Formation Professionnelle Emploi de la CAHC, dans le cadre d'un groupe de travail

thématique associant les communes, les bailleurs, les services de l'État et autres partenaires de la CAHC.

1.6 Gestion Urbaine de Proximité

- **Élaboration/rédaction de la charte GUP et démarrage de la mise en œuvre du dispositif**

Maîtrise d'ouvrage : CAHC (réalisation en régie).
Le cadrage de la mise en place du dispositif GUP sera piloté par la direction de projet CAHC, dans le cadre d'un groupe de travail thématique, associant les communes, les bailleurs et les services de l'État.

Il s'agira d'assurer la rédaction d'une charte en articulation avec la rédaction de la Convention sur les engagements sur la qualité de service.

2. INGENIERIE ET ETUDES PAR QUARTIER : ZAC DES 2 VILLES

2.1 Pilotage

- **Chargé de mission pour la ville de Montigny (1 ETP)**

Maîtrise d'ouvrage : Ville de Montigny-en-Gohelle

La ville de Montigny renforce son ingénierie dédiée à la politique de la ville.

Dans le cadre du Protocole, la chargée de mission aura à sa charge la conduite des études spécifiquement lancées par la Ville), le suivi de l'ensemble des travaux de la phase Protocole, la préparation de la phase Convention et la participation aux différentes instances de pilotage du PRU.

2.2 Etudes visant à préciser le projet urbain

- **Etude d'opportunité pour la création d'une Maison de santé**

Maîtrise d'ouvrage : CAHC

L'ingénierie dédiée à l'Atelier Santé Ville sera mobilisée, en interne de la CAHC, pour établir un diagnostic et des préconisations sur le volet prévention de la santé.

Cette étude alimentera le travail de pré-programmation prévu dans le cadre de l'étude urbaine complémentaire.

2.3 Etudes techniques

- **Diagnostic de faisabilité technique et financière sur la maison de quartier DSQ de Montigny-en-Gohelle**

Maîtrise d'ouvrage : Ville de Montigny-en-Gohelle

Une étude technique et financière est à réaliser en vue du choix d'intervention sur la maison de quartier (réhabilitation-extension, niveau de réhabilitation, démolition-reconstruction).

Elle alimentera l'étude urbaine complémentaire sur le volet programmation équipement de proximité.

Une intervention sur cet équipement n'augurera pas de la possible mobilisation de financements de l'ANRU, l'équipement étant situé hors qpv .

- **Diagnostic de faisabilité technique et financière sur la salle de quartier Jean Moulin de Hénin-Beaumont**

Maîtrise d'ouvrage : Ville de Hénin-Beaumont

Une étude technique et financière est à réaliser en vue du choix d'intervention (réhabilitation-extension, niveau de réhabilitation, démolition-reconstruction) sur la salle de quartier Jean Moulin, très dégradée mais utilisée par les habitants et institutions.

Elle alimentera l'étude urbaine complémentaire sur le volet programmation équipement de proximité.

Une intervention sur cet équipement n'augurera pas de la possible mobilisation de financements de l'ANRU, l'équipement étant situé hors qpv.

3. INGENIERIE ET ETUDES PAR QUARTIER : PLAINE DU 7

- **Diagnostic de faisabilité technique et financière pour l'intervention sur les collectifs ICF**

Maîtrise d'ouvrage : ICF habitat

Une étude technique et financière est à réaliser en vue du choix d'intervention sur les immeubles collectifs (réhabilitation, niveau de réhabilitation, démolition partielle, démolition-reconstruction).

Elle alimentera l'étude urbaine complémentaire sur le volet programmation habitat.

Elle intègrera :

- des diagnostics techniques : études bâtiments pour réhabilitation thermique, amiante, plomb et autres....
- une analyse spécifique d'opportunité et de faisabilité d'évolution des bâtiments.

- **Diagnostic de faisabilité technique et financière pour la restructuration de l'école**

Maîtrise d'ouvrage : Ville de Montigny-en-Gohelle

Une étude technique et financière est à réaliser en vue du choix d'intervention sur l'école (réhabilitation-extension, niveau de réhabilitation, démolition-reconstruction).

Elle alimentera l'étude urbaine complémentaire sur le volet programmation équipement de proximité.

Une intervention sur cet équipement n'augurera pas de la possible mobilisation de financements de l'ANRU, l'équipement étant situé hors qpv.

4. INGENIERIE ET ETUDES PAR QUARTIER : KENNEDY

- **Diagnostic de faisabilité technique et financière pour la restructuration du CCAS**

Maîtrise d'ouvrage : Ville d'Hénin-Beaumont

Une étude technique et financière est à réaliser en vue du choix d'intervention sur le CCAS (niveau de réhabilitation).

Elle alimentera l'étude urbaine complémentaire sur le volet programmation équipement de proximité.

Une intervention sur cet équipement n'augurera pas de la possible mobilisation de financements de l'ANRU, l'équipement étant situé hors qpv.

5. INGENIERIE ET ETUDES PAR QUARTIER : CITE DARCY

- **Diagnostic de faisabilité technique et financière pour la restructuration de l'école Dolto**

Maîtrise d'ouvrage : Ville d'Hénin-Beaumont

Une étude technique et financière est à réaliser en vue du choix d'intervention sur l'ancienne école maternelle (réhabilitation-extension, niveau de réhabilitation, démolition-reconstruction).

Elle alimentera l'étude urbaine complémentaire sur le volet programmation équipement de proximité.

Une intervention sur cet équipement n'augurera pas de la possible mobilisation de financements de l'ANRU, l'équipement étant situé hors qpv.

6. INGENIERIE ET ETUDES PAR QUARTIER : CITE NOUMEA

- **Diagnostic de faisabilité technique et financière pour la réhabilitation du centre culturel**

Maîtrise d'ouvrage : Ville de Rouvroy

Une étude technique et financière est à réaliser en vue du choix d'intervention sur le centre culturel Club des 4 Vents (réhabilitation-extension, niveau de réhabilitation, démolition-reconstruction).

Elle alimentera l'étude urbaine complémentaire sur le volet programmation équipement de proximité.

Ce programme de travail permettra, d'identifier les éventuelles nécessaires évolutions des démarches opérationnelles envisagées, de leurs objectifs, modalités ou moyens qui permettraient de renforcer leur cohérence avec les orientations stratégiques du contrat de ville.

De telles évolutions ont d'ores et déjà été identifiées à l'occasion de l'élaboration du programme de travail avec les partenaires, induites par la nouvelle géographie prioritaire et par des évolutions récentes constatées sur certains quartiers. De plus, la concertation des habitants qui devrait démarrer en phase de préfiguration du NPRU pourra également être source d'évolutions.

Le résultat des études permettra in fine de déterminer la capacité du projet de chaque quartier du « multi-sites » à répondre aux critères de l'ANRU et de son Règlement, et de là à entrer dans le cadre et le périmètre de la future Convention pluriannuelle ANRU.

Pour ce faire, pour chacune des études, il sera demandé au prestataire d'expertiser chacun des 5 projets du « multi-sites », au regard des articles du Règlement Général de l'ANRU spécifiques au champ de l'étude, et d'en déduire un classement des quartiers.

Le cumul des différents classements obtenus servira à proposer à l'issue de la phase de préfiguration, une priorisation de l'intervention de l'ANRU.

Face à ces constats, il ne s'agira pas de dévier les objectifs stratégiques et opérationnels propres à chacun des quartiers, ces objectifs étant bien cohérents avec les besoins des quartiers ; il s'agira plutôt, lors du travail de fiabilisation opérationnelle et financière, d'inscrire dans d'autres dispositifs financiers, les quartiers sortants des critères de l'ANRU. La logique territoriale de renouvellement urbain à l'échelle du « multi-site » s'est imposée dès le démarrage des réflexions ; il s'agira durant la

phase de préfiguration, de la faire aboutir dans cette configuration afin de produire un effet-levier sur ce secteur de l'agglomération.

Par ailleurs, il permettra de définir les contreparties (en termes de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux) qui seront proposées à Action Logement dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

L'ensemble de ce programme sera mené en lien étroit avec les partenaires du projet et la délégation territoriale de l'Anru .
A la demande de l'Anru et des autres financeurs, les maîtres d'ouvrage s'engagent à communiquer les documents produits aux différentes phases de leur élaboration.

Les différentes étapes à franchir pour aboutir à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain seront listées dans un calendrier (cf. annexe 8), présentant les principaux points de rendez-vous et échéances (enchaînement des études, points de décision, consultation des co-financeurs,...).

Article 5. Opération(s) faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage

Le démarrage de l'opération s'entend :

- Pour les études et les travaux, ordre de service travaux,
- Pour les démolitions, prise en compte du dossier d'intention de démolir.

Article 5.1. : Opérations financées dans le cadre du protocole et faisant l'objet d'une autorisation de démarrage antérieur à la date de signature du protocole :

Sans objet.

Article 5.2. : Opérations non financées dans le cadre du protocole et faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage

N°DTOP	Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Montant prévisionnel de l'opération (HT)	Commentaire	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
-	Démolitions Picardie	Z0696 - Montigny-en-Gohelle/ ZAC des Deux Villes	Pas de Calais habitat	420.000 €		06/2017	6

L'autorisation de démarrage anticipée, instruite par le Préfet de Région, a été accordée sur le bâtiment Picardie.

L'autorisation anticipée de démarrage ne préjuge pas d'un financement par l'Agence des opérations concernées dans le cadre d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain. Le cas échéant, si l'opération bénéficiait ultérieurement d'un financement de l'Agence, la date de prise en compte des dépenses pourra être, avec l'accord du comité d'engagement ou du directeur général de l'Anru, la date de démarrage de l'opération actée dans le présent protocole de préfiguration, en particulier pour les opérations de démolition ou de reconstitution de l'offre de logement locatif social. Elle ne pourra pas être antérieure à la date du comité d'engagement ou à l'arrêté du règlement général de l'agence (8 août 2015).

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain

- **Les conseils-citoyens**

Dans le cadre général du Contrat de ville, des conseils citoyens sont en phase de création, d'installation ou de démarrage de leur activité sur les quartiers du « multi-sites ». Leurs représentants seront invités à siéger dans les instantes de pilotage du Contrat de Ville, et dans les instances spécifiques du NPRU.

- **Un plan de concertation dédié au NPRU**

Au-delà de l'activité des Conseils Citoyens, la mise en œuvre de la participation des habitants à l'élaboration du PRUS reposera sur un véritable plan de concertation définissant les thèmes et les formes de concertation. Ce plan sera élaboré avec tous les partenaires du projet et s'appuiera sur une

Charte de Concertation qui fixera les principes généraux et méthodologiques de la concertation à l'échelle du « multi-sites ».

L'objectif recherché est d'offrir la possibilité aux habitants :

- de participer à la conception et l'enrichissement des projets de quartiers ;
- de se prononcer sur les interventions prioritaires à retenir ;
- de suivre la démarche tout au long du projet : à son élaboration, puis sa mise en œuvre et enfin l'évaluation en continu des opérations et actions.

Sur la base de la Charte, la déclinaison de la mise en œuvre spécifique à prévoir sur chacun des quartiers sera définie, prenant en compte les objectifs et finalités spécifiques de la concertation et les moyens mobilisables. Le niveau d'implication des habitants sera donc adapté au contexte, il pourra varier, en fonction du quartier, de l'opération et de la phase du projet, mais il dépassera nécessairement la simple information, pour viser la consultation, la concertation, voire la coproduction avec les habitants.

Les différents niveaux d'implication des habitants sont définis en termes d'objectifs, mise en œuvre, moyens et temporalité, aux pages 109 et 110 du Dossier de Présentation du Protocole.

Des thématiques, sujets et objets particuliers pouvant être soumis à concertation ont été identifiés par quartier. Ils sont exposés aux pages 111 à 115 dans le Dossier de Présentation du Protocole. Elles seront adaptées en fonction de l'évolution et de la précision des projets de quartiers.

La mise en place d'une maison du projet par quartier

Afin de favoriser l'appropriation et la co-construction des projets avec les habitants, les associations de locataires, les autres associations et les acteurs économiques du quartier, une Maison du Projet sera mise en place sur chaque quartier.

Les modalités d'installation de ce lieu – ou d'une première version de Maison du Projet – seront réfléchies dès la mise en œuvre du Protocole, au moment de l'élaboration de la Charte de Concertation, en même temps que seront établis les moyens mobilisés pour la mise en œuvre de la concertation des habitants sur les projets de quartiers.

Elles pourront à ce stade relever de la mobilisation par les bailleurs de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties, telle que prévu dans la Conventions d'utilisation.

Article 7. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014

La Conférence Intercommunale du Logement de la CAHC a été installée le 18 décembre 2015. Ses travaux se sont engagés par la biais d'ateliers partenariaux de co-production.

Les **Orientations territoriales pour l'attribution des logements sociaux de la CAHC**, seront soumises à validation des membres de la CIL en septembre 2016. Les orientations proposées à ce jour en matière de relogement sont les suivantes :

- Les relogements seront travaillés **en inter bailleurs à l'échelle intercommunale.**
- **Toutes les communes favoriseront l'accueil et le relogement des publics à reloger dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine.**
- Les relogements seront **prioritairement réalisés en dehors des quartiers repérés en déséquilibre (en alerte).**
- **L'accompagnement social des ménages sera renforcé.**
- **Une attention particulière sera portée, dans le respect des souhaits des ménages**, à la localisation en tenant compte de l'accès aux services privés ou publics en fonction de la situation personnelle des ménages.

- **Les relogements induits par les démolitions seront préparés dans le cadre d'un dispositif opérationnel spécifique**, permettant le positionnement des ménages en amont des CAL.

Les premières pistes pour la **Convention de mixité sociale et d'équilibre territorial** ont été dégagées. En matière de relogement, devront y être précisées les modalités de mise en œuvre opérationnelle, telles que par exemple :

- les objectifs de rééquilibrage du peuplement,
- l'articulation avec les CAL,
- les partenariats à mettre en œuvre,
- les mesures d'accompagnement social des ménages (et la temporalité) en amont des attributions, mais également sur le suivi des relogements.

La majorité des relogements identifiés comme prioritaires dans la Convention de mixité sociale et d'équilibre territorial, correspondant aux relogements générés par des démolitions dans le cadre du NPRU « multi-sites », ces modalités opérationnelles du relogement seront travaillées dans le cadre des instances du NPRU (groupe de travail thématique), auxquelles participeront notamment les 5 bailleurs principaux de l'agglomération. Elles constitueront la Charte de Relogement qui sera intégrée dans la future Convention pluriannuelle ANRU.

Les modalités opérationnelles de relogement seront ensuite présentées pour avis aux membres de la CIL pour avis et vérification de leur bonne cohérence avec les orientations territoriales.

Le travail d'élaboration de la Charte de relogement NPRU sera mené au dernier trimestre 2016, afin de pouvoir être intégrée dans la Convention de mixité sociale et d'équilibre territorial et de permettre sa finalisation pour la fin 2016/début 2017. La Convention de mixité sociale et d'équilibre territorial sera soumise à la validation de la CIL et du Comité Stratégique du Contrat de Ville et constituera une annexe au Contrat de Ville de la CAHC.

Article 8. Gouvernance et conduite de projet

8.1. Gouvernance

Au regard de la spécificité de la démarche NPRU, le pilotage du Protocole mobilisera un dispositif dédié en lien avec le dispositif de pilotage du Contrat de Ville, décrit dans l'annexe 4 du présent Protocole.

La conduite du projet est partenariale et organisée de façon à permettre un pilotage stratégique du NPRU ainsi qu'un pilotage opérationnel, efficaces.

Le pilotage stratégique s'appuie sur un « **Comité de validation PRU multi-sites** », organe de décision présidé par le Président de la CAHC, réunissant l'ensemble des porteurs de projets et d'opérations et l'ensemble des partenaires financeurs. Son rôle est de prendre les décisions stratégiques en matière de consolidation et prévision du projet et de conduite du projet, durant la phase de préfiguration.

Le Comité de validation est assisté dans la préparation de ses décisions par le « **Comité Technique Partenarial PRU multi-sites** », collège technique dont le rôle est de garantir la cohérence d'ensemble du travail de préfiguration du PRU, permettant d'aboutir à la rédaction de la Convention ANRU.

Le travail opérationnel s'opère au sein **d'instances techniques thématiques**, chacune d'elles permettant de suivre et maîtriser un volet de la préfiguration du PRU (urbain, financier, GUP, mixité sociale, relogement...).

La représentation au sein des instances de pilotage et le fonctionnement de ces instances sont précisés aux pages 100 et 101 du Dossier de Présentation du Protocole.

8.2. Conduite de projet

La conduite de projet assurée par la CAHC

La conduite globale du Protocole est assurée par la CAHC.

Le service Habitat pilotera, en collaboration avec les services de la Cohésion Sociale et Urbaine et de la Direction Développement Economique et Emploi, au sein de la Direction Générale Aménagement du Territoire Développement et Cadre de vie, la fin de l'étude de définition du PRUS (phase 5), les études complémentaires transversales inscrites au Programme de Travail, ainsi que les dispositifs de Gestion Urbaine de Proximité, d'insertion, de concertation, d'évaluation.

La Direction du Projet : pivot organisationnel de la conduite de projet

Afin d'assurer la mise en œuvre optimale du Protocole, une Direction de Projet coordonne les travaux de préfiguration dans leur ensemble. Cette coordination consiste à s'assurer du bon avancement de ces travaux, à identifier les points de blocage, en organiser la régulation, réunir les différentes instances de travail, convoquer les instances décisionnelles, etc.

Cette direction de projet est assurée par la CAHC. Elle est chargée de la coordination de l'ensemble des maîtres d'ouvrage et partenaires concernés, par le biais des différentes instances dédiés au NPRU décrites à l'article 8.1 et sur les différents volets du projet.

Pour coordonner l'ensemble de la démarche de projet et jouer son rôle de pivot organisationnel du projet, la direction de projet se fait en lien direct avec :

- d'une part le référent de chaque Ville en charge de la conduite de la démarche PRU en interne de la Ville,
- d'autre part le référent de chaque bailleur en charge de la conduite de la démarche en interne de son organisation.

Les référents techniques Villes et bailleurs jouent donc un rôle essentiel, pour l'efficacité du pilotage du projet et le bon avancement de la démarche.

L'organisation des Villes

Les Villes intégrées au « multi-sites » s'organisent pour garantir d'une part le suivi et leur participation active au travail de préfiguration du PRU, et d'autre part le pilotage de la maîtrise d'ouvrage des études spécifiques à leurs quartiers inscrites au Programme de travail.

Les référents pour le suivi du protocole est, pour la Ville de Montigny-en-Gohelle, le Directeur Général des Services et le chargé de mission Contrat de Ville Rénovation Urbaine ; pour la Ville d'Hénin-Beaumont, le Directeur de l'Aménagement du Territoire ; pour la Ville de Rouvroy, le chef du cabinet du Maire.

Ils suivront l'ensemble des travaux du Protocole afin d'avoir une vision et une compréhension complète du projet. Ils se font accompagner, selon les thématiques de travail, par un référent compétent en la matière.
Ils assureront l'information et la coordination de l'ensemble des services municipaux concernés par le PRU en phase protocole, par le biais d'un comité de pilotage ou d'un comité de direction.
Ils organiseront les validations des éléments de projets par le Maire au fil de l'eau et autant que nécessaire, et en informe la Direction de projet.
Ils assureront la cohérence entre le PRU et le projet de cohésion sociale du quartier via l'animation des Commissions locales de concertation instaurées par le Contrat de Ville.

8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés

La Direction de Projet est chargée de la coordination de l'ensemble des maîtres d'ouvrage et partenaires concernés, par le biais des différentes instances dédiés au NPRU décrites à l'article 8.1 et sur les différents volets du projet.

Pour coordonner l'ensemble de la démarche de projet et jouer son rôle de pivot organisationnel du projet, la direction de projet se fait en lien direct, non seulement avec le référent de chaque Ville en charge de la conduite de la démarche PRU en interne de la Ville, mais aussi avec le référent de chaque bailleur et autre partenaire en charge de la conduite de la démarche en interne de son organisation.

La bonne implication de tout partenaire en tant que partie prenante du projet repose sur l'identification précise d'un référent technique au sein de chacune des organisations, et sur sa mobilisation à bon escient dans les instances de pilotage et de suivi du NPRU.

En particulier, les bailleurs concernés par le « multi-sites » s'organisent en interne pour garantir :

- d'une part, le suivi et leur participation active au travail de préfiguration du PRU, en particulier les sujets qui les concernent plus particulièrement tels que la finalisation des schémas directeurs, la programmation des opérations, le chiffrage des opérations physiques, etc ;
- et d'autre part, le pilotage de la maîtrise d'ouvrage des études spécifiques à leurs patrimoines inscrites au Programme de travail ...

Le détail de l'organisation interne des bailleurs est présenté aux pages 104 à 106 du Dossier de Présentation du Protocole.

Article 9. Opérations financées au titre du programme de travail

Les opérations financées par l'ANRU dans le cadre du présent protocole, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 7. Leur financement est réalisé conformément aux modalités prévues dans le titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Les ordres de service des études et la prise en compte de l'équipe projet seront postérieurs à la date de signature du protocole.

L'intervention de l'ANRU ne pourra pas faire l'objet d'une révision à la hausse quelle que soit l'évolution de l'estimation des dépenses. Elle pourra être révisée à la baisse à chaque stade d'engagements et de paiements, jusqu'au solde, au vu de la réalité des dépenses.

Les taux d'intervention de l'ANRU sont des taux plafonds.

9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain

La conduite de projet est assurée par la CAHC, en lien étroit avec les Villes du « multi-sites » et les bailleurs concernés.

L'équipe dédiée à la conduite de projet, cofinancée par l'ANRU, mobilisée dans le cadre du présent protocole pour une durée de 18 mois jusqu'à la signature de la convention d'application, se composera d'un poste de chef de projet Renouvellement Urbain, et en soutien, d'un poste de chargé de mission Renouvellement Urbain, consacrant chacun un temps plein à la mise en œuvre du Protocole c'est à dire concrètement au :

- Pilotage global du Protocole : avancement, animation partenariale, négociation avec l'Etat/ANRU, etc.
- Pilotage de tous les volets du programme de travail (cf. schéma de pilotage du protocole) à l'échelle intercommunale en tant que garant de la cohérence de l'ensemble de la démarche ;
- Pilotage du volet « Finalisation du projet urbain » en tant que maître d'ouvrage des études transversales ;
- Suivi des études en maîtrise d'ouvrage Villes et bailleurs ;
- Animation de la démarche transversale de concertation ;

- Animation de la démarche transversale de Gestion Urbaine de Proximité, participation à la mise en œuvre du dispositif ;
- Cadrage de la démarche d'insertion par l'activité économique (élaboration et suivi de la Charte d'insertion) ;
- Pilotage de l'articulation du PRU avec le Contrat de Ville (cohérence de la programmation POV/PRU, de la mise en œuvre de l'ITI sur le PRU...) ;
- Suivi de la mise en place d'un observatoire social partenarial ;
- Mise en place et exploitation des outils d'évaluation du NPRU, bilan-évaluation du NPRU ;
- Co-rédaction et formalisation de la convention partenariale d'application du NPRU.

N°DTOP	Libellé précis de l'opération	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Base de financement prévisionnel ANRU (HT)	Montant de subvention Anru	Taux de subvention ANRU	Commentaire (forfait, cofinance-ments prévus...)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opéra-tion en mois
458-6999998-12-0001-015	Direction de projet CAHC (cdp)	CAHC	101.156	49.609	49%	51% CAHC	suivant la date de signature Protocole	18

9.2. Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet prévus dans le programme de travail

Le taux d'intervention de l'ANRU est fixé à 50% de la base de financement HT.

Présentation des études, expertises et moyens d'accompagnement, cofinancés par l'Anru dans le cadre du présent protocole, conformément à l'article 4 du présent protocole :

N°DTOP	Libellé précis de l'opération	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Base de financement prévisionnel ANRU(HT)	Montant de subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul Subvention, cofinancements prévus...)	Date de démarrage (Année et semestre	Durée de l'opération en semestre
458-6999998-12-0001-001	Complément étude urbaine / ZAC des 2 Villes	CAHC	20.000	10.000	50%	Co-financements : CAHC 6% (6.000€) Ville Hénin-Beaumont 3% (3.000€) Ville Montigny-en-Gohelle 2% (2.000€) Ville Rouvroy 1,5% (1.500€) Pas de Calais habitat 5% (5.000€) Maisons & Cités 5% (5.000€) ICF habitat 2,5% (2.500€)	2017 S1	2
458-6999998-12-0001-002	Complément étude urbaine / Ponchelet Kennedy	CAHC	20.000	10.000	50%		2017 S1	2
458-6999998-12-0001-003	Complément étude urbaine / La Plaine du 7	CAHC	20.000	10.000	50%		2017 S1	2
458-6999998-12-0001-004	Complément étude urbaine / Macé Darcy	CAHC	20.000	10.000	50%		2017 S1	2
458-6999998-12-0001-	Complément étude urbaine	CAHC	20.000	10.000	50%		2017 S1	2

005	/ Nouméa					SIA habitat 5% (5.000€)		
458-6999998-12-0001-008	AMO Concertation / ZAC des 2 Villes	CAHC	8.000	4.000	50%	Co-financements : CAHC 8% (3.000€) Ville Hénin-Beaumont 17% (6.600€) Ville Montigny-en-Gohelle 15% (6.000€) Ville Rouvroy 11% (4.400€)	2017 S1	2
458-6999998-12-0001-009	AMO Concertation / Ponchelet Kennedy	CAHC	8.000	4.000	50%		2017 S1	2
458-6999998-12-0001-010	AMO Concertation / La Plaine du 7	CAHC	8.000	4.000	50%		2017 S1	2
458-6999998-12-0001-011	AMO Concertation / Macé Darcy	CAHC	8.000	4.000	50%		2017 S1	2
458-6999998-12-0001-012	AMO Concertation / Nouméa	CAHC	8.000	4.000	50%		2017 S1	2
458 6999998 12 0002 001	Diag techn-fi Collectifs ICF La Plaine	ICF Nord-Est	20.000	10.000	50%		2016	2

Les conclusions de ces études et expertises du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'Anru et à ses partenaires en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

9.3. Modalités de financement par l'Anah des études et des expertises du programme de travail[1]

Sans objet.

[1] *si au moins un des quartiers concernés par ce protocole comporte des enjeux importants sur le parc privé (copropriétés fragiles ou en difficulté, habitat ancien dégradé)*

9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail

Présentation des études, expertises co-financées par la Caisse des Dépôts.

Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Libellé précis de l'opération	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de Subvention (HT)	Taux de subvention CDC	Montant de subvention CDC	Commentaire (mode calcul Subvention, cofinancements prévus...)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
CAHC	Etude du potentiel de développement économique dans les quartiers	CAHC	40.000	50%	20.000	Co-financements : Région 30% (12.000€) CAHC 11.3% (4.500€) Ville Hénin-Beaumont 4.8% (1.900€) Ville Montigny-en-Gohelle 3% (1.000€) Ville Rouvroy 1.5% (600€)	2016 S2	6
CAHC	OPCU Fiabilisation opérationnelle et financière	CAHC	25.000	50%	12.500	Co-financements : CAHC 17,5% (4.375€) Ville Hénin-Beaumont 7.5% (1.875€) Ville Montigny-en-Gohelle 5% (1.250€) Ville Rouvroy 2.5% (625€) Pas de Calais habitat 5% (1.250€) Maisons & Cités 5% (1.250€) ICF habitat 2,5% (625€) SIA habitat 5% (1.250€)	2017 S1	6

Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maitres d'ouvrage concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires

Présentation des études cofinancées par la Région dans le cadre du présent Protocole

Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Libellé précis de l'opération	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention Région	Montant de subvention Région	Commentaire (mode calcul Subvention, cofinancements prévus...)	Date de démarrage (année semestre)	Durée de l'opération en mois
Z0696	Complément d'étude urbaine / ZAC des 2 Villes	CAHC	20.000	20%	4.000€		2017 S1	12
Z0694	Complément d'étude urbaine / Ponchelet Kennedy	CAHC	20.000	20%	4.000€		2017 S1	12
Z0695	Complément d'étude urbaine / Plaine du 7	CAHC	20.000	20%	4.000€		2017 S1	12
Z0693	Complément d'étude urbaine / Macé Darcy	CAHC	20.000	20%	4.000€		2017 S1	12
Z0698	Complément d'étude urbaine / Nouméa	CAHC	20.000	20%	4.000€		2017 S1	12
CAHC	Etude du potentiel de développement économique dans les quartiers	CAHC	40.000	30%	12.000€		2016 S2	1

La Région pourra financer :

- les études globales pré-opérationnelles, type master plan ;
- des études complémentaires sur des thématiques faisant références aux priorités d'intervention du Conseil Régional, notamment en termes de développement économique, d'innovation et d'attractivité.

Pourra également être valorisée dans ce cadre, la participation de la Région, à hauteur de 22.400€, pour la réalisation des tranches conditionnelles de l'étude de définition du Projet de Rénovation Urbaine et Sociale du sud-ouest de l'agglomération (engagée en 2012), qui portent sur la formalisation de la Convention pluriannuelle ANRU.

Présentation des études cofinancées par la CAHC dans le cadre du présent Protocole

Libellé précis de l'opération	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention Ville	Montant de subvention	Date de démarrage (semestre et année)	Durée de l'opération en mois
Etude du potentiel immobilier dans les quartiers	CAHC	30.000	100%	30.000€	S2 2016	6
Etude du potentiel de développement économique dans les quartiers	CAHC	40.000	11,3%	4.500€	S2 2016	6
Complément étude urbaine	CAHC	100.000	6 %	6.000€	S1 2017	10
OPCU Fiabilisation opérationnelle et financière	CAHC	25.000	17,5%	4.375€	S1 2017	6
AMO Concertation	CAHC	40.000	8%	3.000€	S1 2017	10
Direction de Projet CAHC (cdp)	CAHC	101.156€	51%	51.547€	S2 2016	18
Direction de Projet CAHC (cdm)	CAHC	79.219€	100%	79.219€	S2 2016	18
AMO Formalisation Convention ANRU	CAHC	28.000€	20%	5.600€	S2 2017	5

Présentation des études cofinancées par les Villes dans le cadre du présent Protocole

Ville de Montigny-en-Gohelle

Libellé précis de l'opération	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention Ville	Montant de subvention	Date de démarrage (semestre et année)	Durée de l'opération en mois
Etude du potentiel de développement économique dans les quartiers	CAHC	40.000	3%	1.000€	S2 2016	6
Complément étude urbaine	CAHC	100.000	2%	2.000€	S1 2017	10
OPCU Fiabilisation opérationnelle et financière	CAHC	25.000	5%	1.250€	S1 2017	6
AMO Concertation	CAHC	40.000	15%	6.000€	S1 2017	10
Diag techn-fi Maison DSQ / ZAC des 2 Villes	Ville de Montigny-en-Gohelle	10.000	100%	10.000€	S2 2016	6
Diag techn-fi Ecole Cachin / La Plaine du 7	Ville de Montigny-en-Gohelle	20.000	100%	20.000€	S2 2016	6
Ingénierie RU Montigny	Ville de Montigny-en-Gohelle	45.873€	100%	45.873€	S2 2016	18

Ville d'Hénin-Beaumont

Libellé précis de l'opération	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention Ville	Montant de subvention	Date de démarrage (semestre et année)	Durée de l'opération en mois
Etude Centre social Hénin-Beaumont	Ville d'Hénin-Beaumont	25.000€	100%	25.000€	S2 2016	6
Etude du potentiel de développement économique dans les quartiers	CAHC	40.000	4.8%	1.900€	S2 2016	6
Complément étude urbaine	CAHC	100.000	3 %	3.000€	S1 2017	10
OPCU Fiabilisation opérationnelle et financière	CAHC	25.000	7,5%	1.875€	S1 2017	6
AMO Concertation	CAHC	40.000	17%	6.600€	S1 2017	10
Diag techn-fi Salle J. Moulin Hénin / ZAC des 2 Villes	Ville d'Hénin-Beaumont	20.000	100%	20.000€	S2 2016	6
Diag techn-fi CCAS / Kennedy	Ville d'Hénin-Beaumont	10.000	100%	10.000€	S2 2016	6
Diag techn-fi exEcole / Macé Darcy	Ville d'Hénin-Beaumont	20.000	100%	20.000€	S2 2016	6

Ville de Rouvroy

Libellé précis de l'opération	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention Ville	Montant de subvention	Date de démarrage (semestre et année)	Durée de l'opération en mois
Etude du potentiel de développement économique dans les quartiers	CAHC	40.000	1,5%	600€	S2 2016	6
Complément étude urbaine	CAHC	100.000	1,5%	1.500€	S1 2017	10
OPCU Fiabilisation opérationnelle et financière	CAHC	25.000	2,5%	625€	S1 2017	6
AMO Concertation	CAHC	40.000	14%	4.400€	S1 2017	10
Diag techn-fi Club des 4 Vents / Nouméa	Ville de Rouvroy	7.500	100%	7.500€	S2 2016	6

Présentation des études cofinancées par les bailleurs dans le cadre du présent Protocole

Pas de Calais habitat

Libellé précis de l'opération	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention Ville	Montant de subvention	Date de démarrage (semestre et année)	Durée de l'opération en mois
Complément étude urbaine	CAHC	100.000	5%	5.000€	S1 2017	10
OPCU Fiabilisation opérationnelle et financière	CAHC	25.000	5%	1.250€	S1 2017	6

Maisons & Cités Soginorpa

Libellé précis de l'opération	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention Ville	Montant de subvention	Date de démarrage (semestre et année)	Durée de l'opération en mois
Complément étude urbaine	CAHC	100.000	5%	5.000€	S1 2017	10
OPCU Fiabilisation opérationnelle et financière	CAHC	25.000	5%	1.250€	S1 2017	6

ICF habitat Nord-Est

Libellé précis de l'opération	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention Ville	Montant de subvention	Date de démarrage (semestre et année)	Durée de l'opération en mois
Complément étude urbaine	CAHC	100.000	2,5%	2.500€	S1 2017	10
OPCU Fiabilisation opérationnelle et financière	CAHC	25.000	2,5%	625€	S1 2017	6
Diag techn-fi Collectifs ICF / La Plaine	ICF habitat Nord-Est	20.000€	50%	10.000€	S2 2016	6

SIA habitat

Libellé précis de l'opération	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention Ville	Montant de subvention	Date de démarrage (semestre et année)	Durée de l'opération en mois
Complément étude urbaine	CAHC	100.000	5%	5.000€	S1 2017	10
OPCU Fiabilisation opérationnelle et financière	CAHC	25.000	5%	1.250€	S1 2017	6

La participation financière des bailleurs au programme de travail du Protocole ne présume pas du financement in fine des opérations d'investissement ; celui-ci sera décidé au cours de la phase de préfiguration au regard des co-financements mobilisables.

Article 10 (A titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration

Sans objet.

Article 11. Durée du protocole de préfiguration

Le présent protocole de préfiguration prend effet à compter de la date de signature de ce dernier. L'ensemble du programme de travail (études, expertises, missions, conduite de projet et actions à mener pour préciser le programme urbain et les mesures de relogement des ménages et d'accompagnement du changement), l'accompagnement des ménages, devront faire l'objet d'un engagement physique (ordre de service) ou financier avant le 31/12/2017.

La date limite de demandes des soldes pour l'ingénierie est fixée au 31/12/2018.

La convention d'application pourra démarrer avant l'achèvement du protocole de préfiguration.

Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain - points de rendez-vous avec l'ANRU

A l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès de l'Agence le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration

Article 13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement

Le financement par l'Anru de projets de renouvellement urbain dans le cadre d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain est conditionné par la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU. Les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la phase de protocole ces contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux.

La définition des contreparties qui seront proposées à Action Logement, interviendra dans le cadre du protocole de préfiguration, au regard du potentiel de diversification envisagé sur les quartiers et du programme urbain défini.
Ces contreparties seront identifiées conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU.
Les propositions seront ensuite actées dans la Convention NPRU.

Article 13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'Anru adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

Article 13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

13.3.1 – Le financement des opérations par l'Anru

Le tableau financier type de l'annexe 7 est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimées, opération par opération, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du NPNRU.

Les montants des concours financiers de l'Agence résultent de l'application des dispositions du titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Au titre du présent protocole de préfiguration, l'engagement de l'Agence s'entend pour un montant global maximal non actualisable de 129.609 € maximum, réparti selon la programmation prévisionnelle du tableau financier de l'annexe 7. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires qui peuvent être détaillées dans une autre annexe.

L'obtention des participations financières autres que celles de l'ANRU est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Les subventions de l'Anru sont attribuées sous réserve des dispositions du règlement général et du règlement financier en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

13.3.2 Le financement des opérations par l'Anah[2]

Sans objet.

13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts et Consignations

Les aides accordées par la Caisse des Dépôts et ses modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

13.3.4 Le financement des opérations par d'autres partenaires

La participation financière de la Région aux études est subordonnée à une validation technique préalable des cahiers des charges soit par les services régionaux instructeurs du NPNRU ou des directions opérationnelles si le financement relève de crédits de droit commun de la Région.

Ces opérations feront l'objet d'une instruction par les instances régionales au fur et à mesure de leur opérationnalité selon les modalités d'intervention fixées. Les dossiers de demande de subvention seront instruits sur la base des consultations engagées par le maître d'ouvrage afin de définir les modalités de calcul de la dépense subventionnable propre à chaque opération dans la limite des crédits réservés et sous réserve du budget annuel régional.

---

[2] *si au moins un des quartiers concernés par ce protocole comporte des enjeux importants sur le parc privé (copropriétés fragiles ou en difficulté, habitat ancien dégradé).*

La signature des protocoles et la participation régionale aux financements des études précisées ci-dessus n'engagent la Région ni sur la définition des périmètres étudiés ni sur le financement des opérations d'investissement ultérieures. Ces éléments seront examinés dans le cadre de conventions opérationnelles de chaque nouveau projet de renouvellement urbain.

Le financement des études dans le cadre des protocoles de préfiguration sera intégré aux engagements financiers de la région au titre du NPNRU.

13.4. Contrôle et audits

Sur demande de l'Agence, les maîtres d'ouvrage signataires faciliteront, à tout moment, le contrôle par l'Agence de l'utilisation des subventions reçues, de la réalisation et de l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole de préfiguration, notamment par l'accès à toute pièce justificative, tout document et information dont elle jugerait la production nécessaire.

Le cas échéant, les maîtres d'ouvrage faciliteront également le contrôle sur place, réalisé dans ce cadre et pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées. En ce cas, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'Anru. Le signataire du protocole de préfiguration est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le directeur général de l'Anru peut, en tant que de besoin, faire appel à des agents habilités à effectuer le contrôle de l'administration (Inspection Générale, etc.).

13.5. Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole de préfiguration font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le directeur général de l'Anru, en lien avec le délégué territorial. Celui-ci prend éventuellement l'avis du comité d'engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, son conseil d'administration.

Il peut décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- La suspension des paiements pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage ;
- le réexamen du protocole de préfiguration pouvant appeler la signature d'un avenant ;
- la requalification du financement prévu dans le protocole qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des aides attribuées par l'Agence ;
- la suspension, voire la résiliation du protocole.

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

13.6. Clause de renégociation du protocole

Le présent protocole de préfiguration pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique et financier dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence.

13.7. Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'Anru.

Pour ce qui concerne les actions financées par l'Anah, les litiges survenant dans l'application du présent protocole sont régis par le règlement général de l'Anah.

13.8. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

Le 03 OCT. 2016

Pour la Préfecture du Département du Pas de Calais, Fabienne Buccio, Préfète, Déléguée territoriale de l'ANRU	
Pour la Communauté d'Agglomération Hénin Carvin Jean-Pierre Corbisez, Président	Pour la Caisse des Dépôts, Gaëlle Velay, Directrice Régionale
Pour la commune de Montigny-en-Gohelle, Bruno Yard, Maire	Pour le Conseil Régional des Hauts de France Nord Pas de Calais Picardie Xavier Bertrand, Président
Pour la commune de Hénin-Beaumont, Steeve Briois, Maire	Pour Pas de Calais habitat, Fabrice Crépin, Directeur Général
Pour la commune de Rouvroy, Valérie Cuvillier, 1ère Adjointe	Pour ICF Habitat Nord Est, Eric Brilowskij, Directeur de l'agence Artois
Pour la commune de Courrières, Mourad OULD RABAH, Conseiller Municipal en charge de la Politique de la Ville	Pour SIA habitat, Christophe Cappe, Président
Pour le Conseil Départemental du Pas de Calais, Michel Dagbert, Président	Pour Maisons et Cités, Hervé Minjon, Directeur général Adjoint

ANNEXES

1. Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville.

2. Plan(s) du ou des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU.

3. Plans présentant les premières orientations stratégiques à l'échelle du quartier.

4. Description de la gouvernance et de la conduite de projet.

5. Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés.

6. Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation : Néant.

7. Tableau financier relatif au protocole de préfiguration.

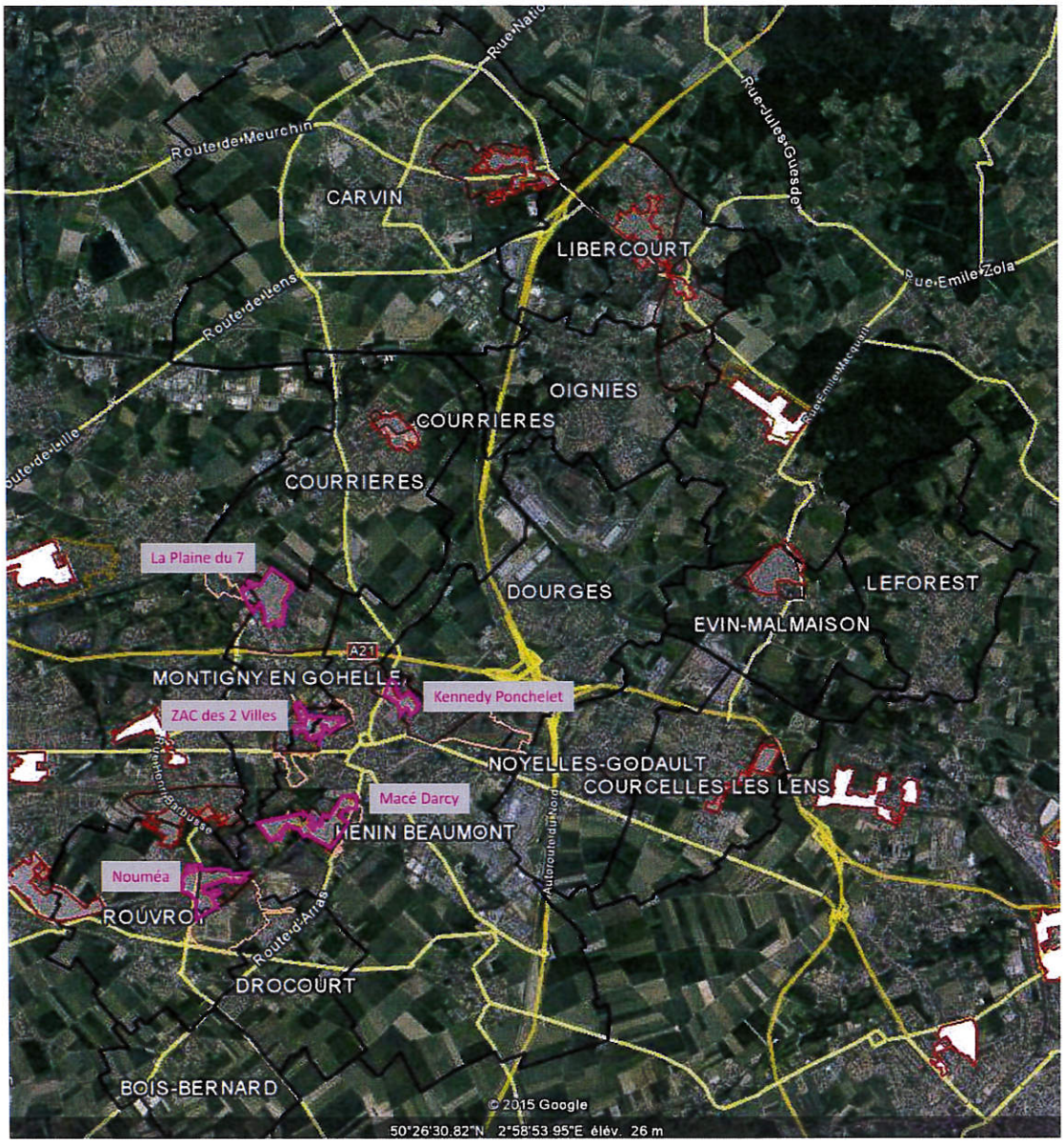
8. Planning de réalisation des actions du programme de travail.

9. Tableau des financements de l'Anah[3] : Néant

[3] *si au moins un des quartiers concernés par ce protocole comporte des enjeux importants sur le parc privé (copropriétés fragiles ou en diffilté, habitat ancien dégradé)*

ANNEXE 1

PLAN DE SITUATION DES QUARTIERS IDENTIFIES A L'ARTICLE 1



Quartiers d'intérêt régional ayant vocation à bénéficier d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain avec l'ANRU

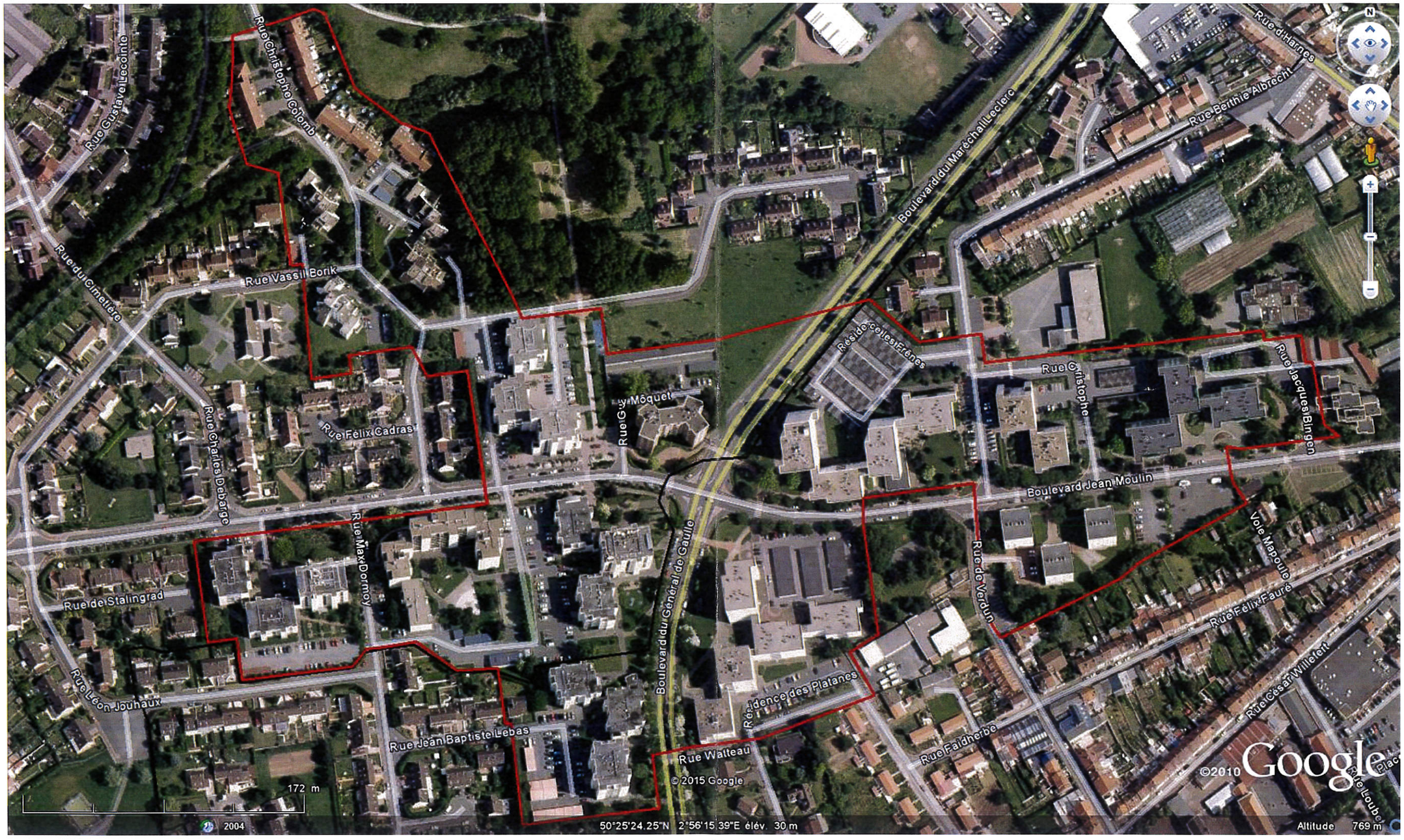
Limites des communes de la communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin

Autres Quartiers Prioritaires Politique de la Ville

ANNEXE 2

PLANS DES QUARTIERS QUI PEUVENT FAIRE L'OBJET D'UN PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN COFINANCE PAR L'ANRU

❖ **LA ZAC DES DEUX VILLES (MONTIGNY-EN-GOHELLE, HENIN-BEAUMONT)**



❖ LA PLAINE DU 7 (MONTIGNY-EN-GOHELLE)



❖ **PONCHELET KENNEDY (HENIN-BEAUMONT)**



❖ **MACE DARCY (HENIN-BEAUMONT)**



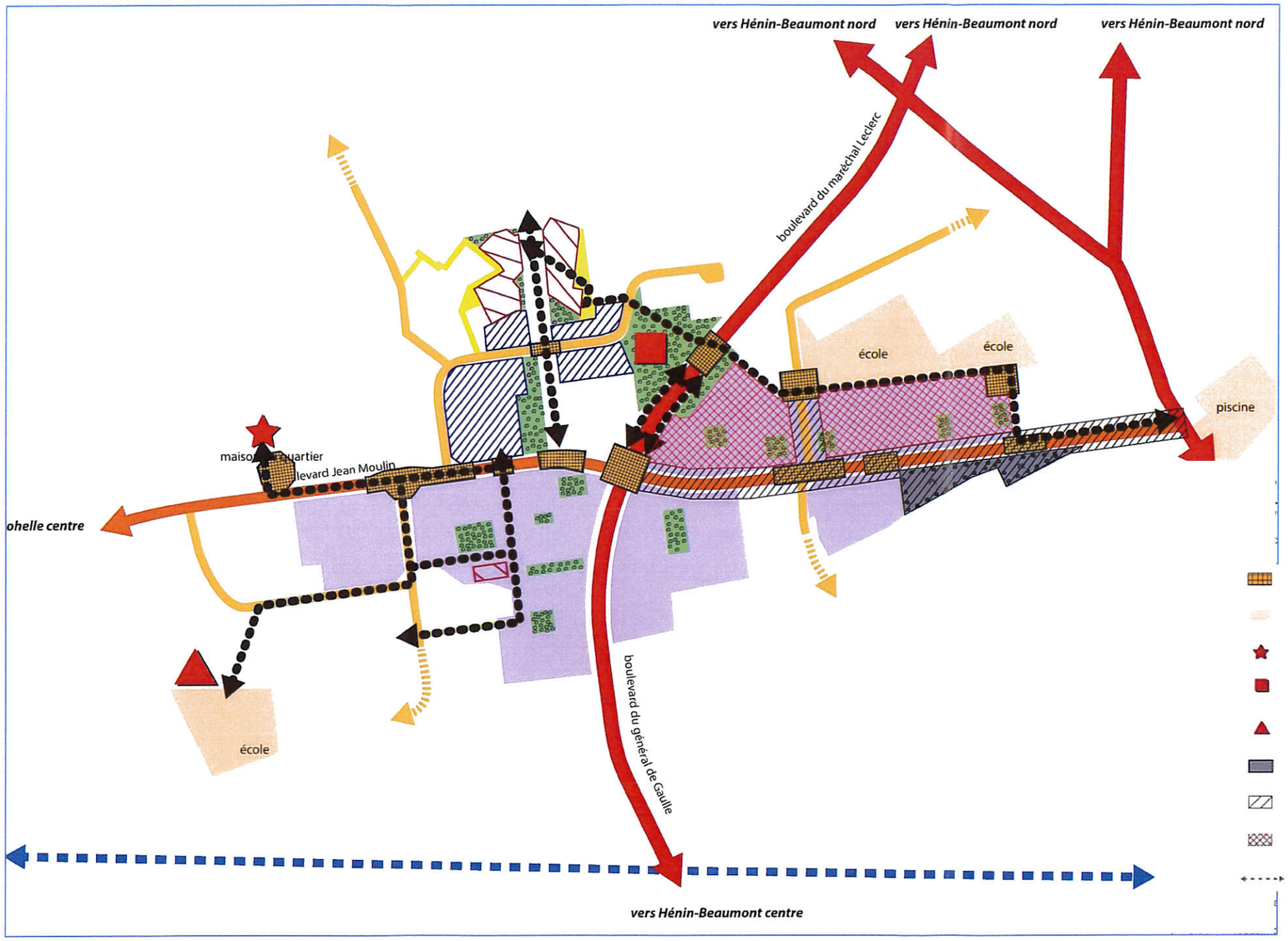
❖ **CITE NOUMEA (ROUVROY)**



ANNEXE 3

PREMIERES ORIENTATIONS STRATEGIQUES A L'ECHELLE DES QUARTIERS

❖ **SCHEMA DIRECTEUR URBAIN DE LA ZAC DES DEUX VILLES**



Le schéma directeur de recomposition du quartier pose comme orientations, d'ouvrir celui-ci vers le parc paysager de Montigny et relier davantage les deux communes par la création d'un pôle de développement et d'initiative économique et par la restructuration-réhabilitation-extension de la maison de quartier de Montigny, visant ainsi à terme un rayonnement intercommunal.

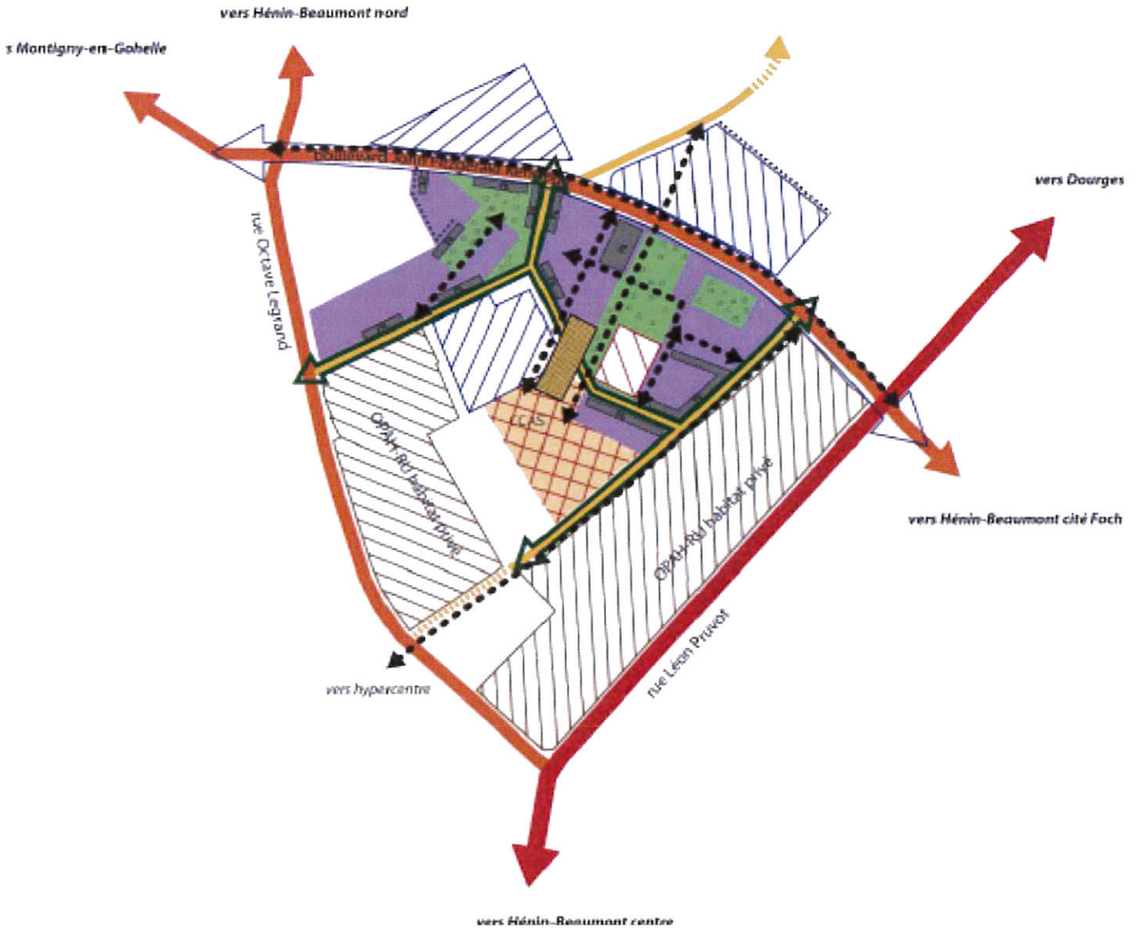
En termes d'habitat, le schéma directeur propose la démolition de 4 bâtiments et la construction à l'intérieur du quartier d'une offre de logement diversifiée. De plus, des interventions de résidentialisation et de réhabilitation sont également prévues afin de conforter le changement d'image du quartier.

Concernant les aménagements, la requalification du boulevard Jean Moulin permettrait de soutenir les commerces de proximité. La création de liaisons piétonnes vers les écoles et la sécurisation du boulevard de Gaulle contribueraient à une meilleure circulation. Est également prévu et la création d'une salle multisport devant l'école Duclos.

❖ **SCHEMA DIRECTEUR URBAIN DU QUARTIER KENNEDY PONCHELET**

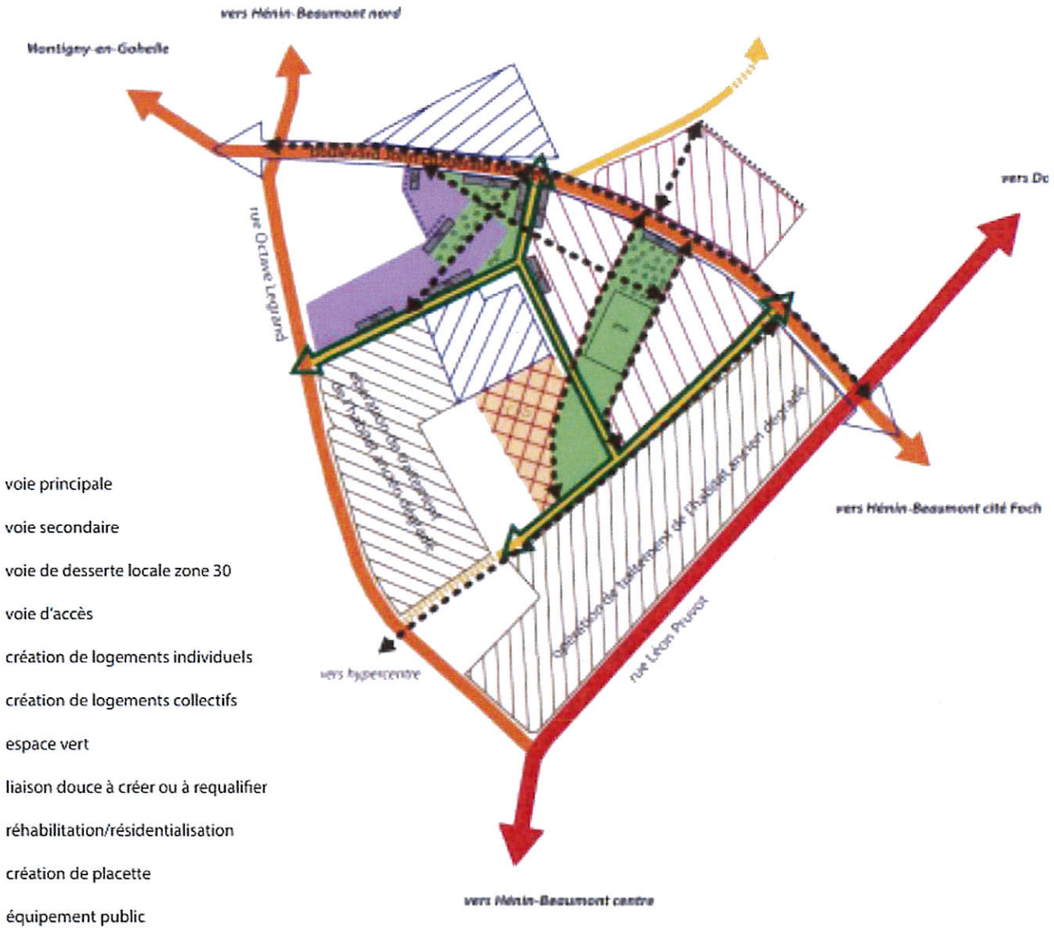
Scénario à court/moyen terme

Le premier scénario propose une démolition restreinte aux immeubles souffrant de stigmatisation la plus élevée et une recomposition du quartier autour d'un espace paysager central ouvert sur le boulevard F. Kennedy. Une ouverture du quartier sur l'équipement de proximité est envisagée.



Scénario à long terme

Le deuxième scénario propose la démolition d'un nombre de bâtiments plus important pour un changement radical de l'image du quartier et une diversification importante de l'habitat. La recomposition du quartier est prévue autour d'un cœur paysager en lien direct avec l'équipement de proximité et la liaison douce menant au centre-ville. Une ouverture du quartier est envisagée sur le boulevard F. Kennedy.

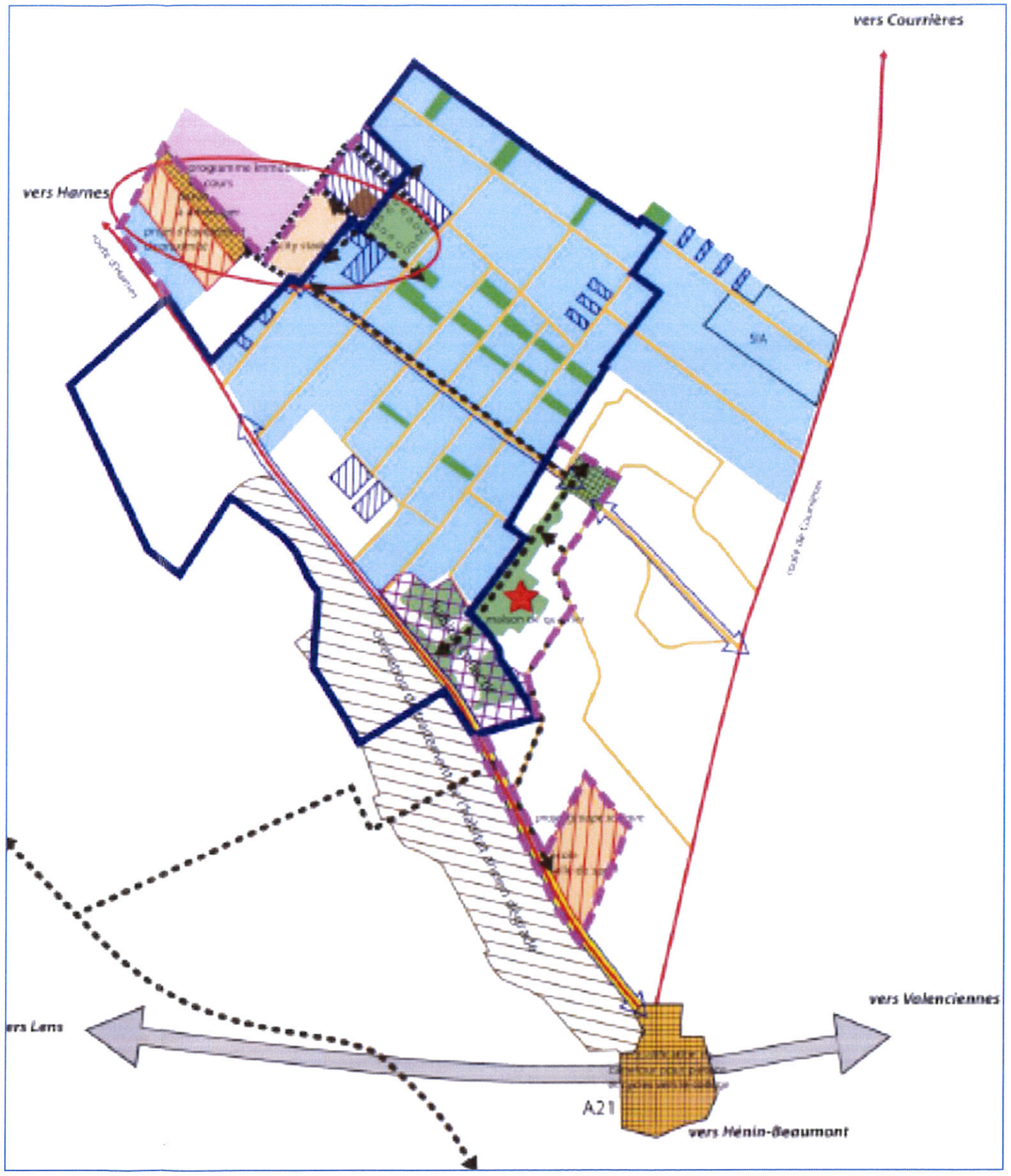


- voie principale
- voie secondaire
- voie de desserte locale zone 30
- voie d'accès
- création de logements individuels
- création de logements collectifs
- espace vert
- liaison douce à créer ou à requalifier
- réhabilitation/résidentialisation
- création de placette
- équipement public
- maison de quartier
- Centre d'Affaire de Quartier (CAQ)
- salle multisport
- stationnement
- requalification de l'espace public
- recomposition des domanialités
- Bus à Haut Niveau de Service

❖ **SCHEMA DIRECTEUR URBAIN DU QUARTIER DE LA PLAINE DU 7**

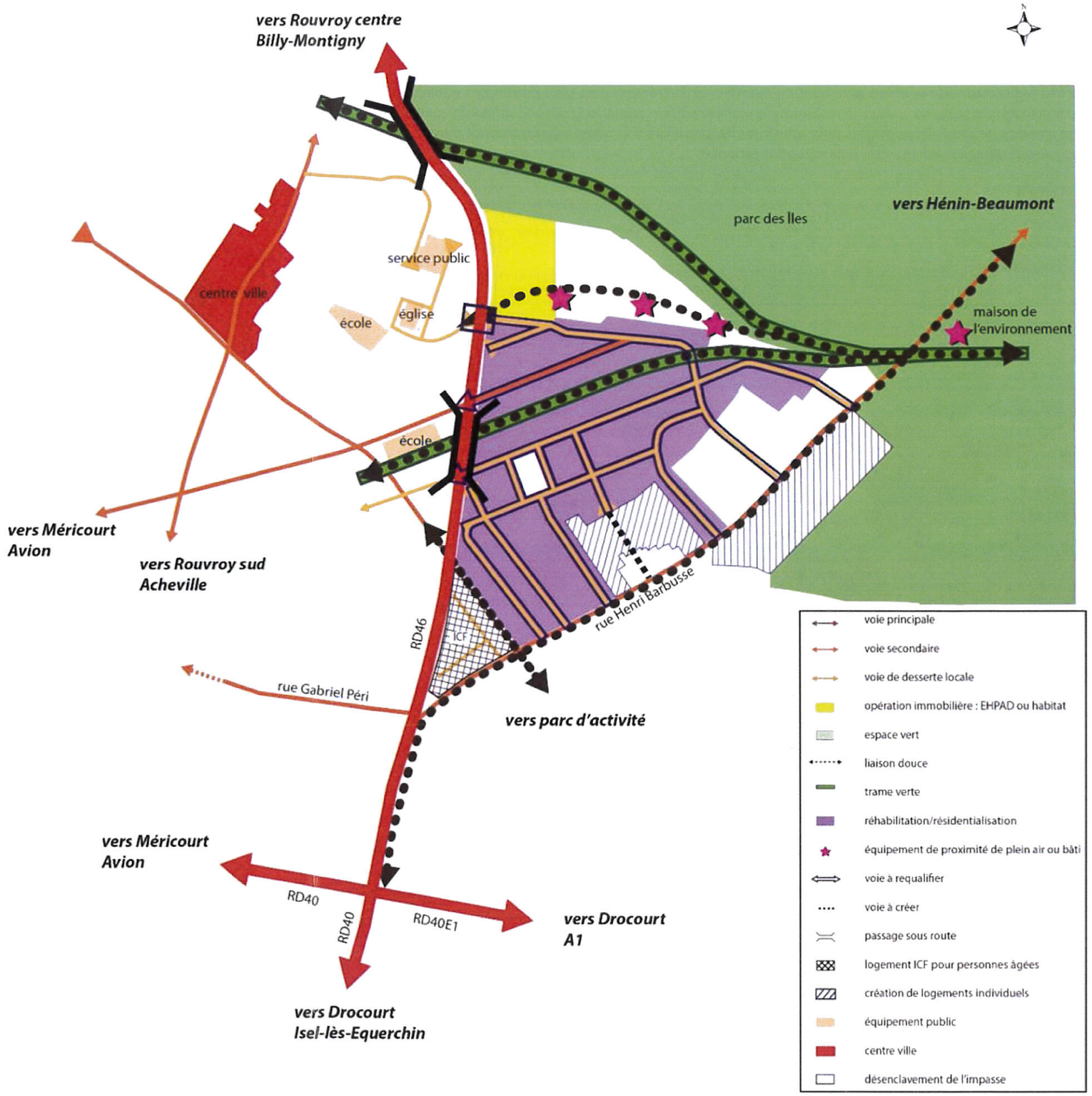
Le schéma directeur repose sur :

- la création d'une trame de jardins familiaux, de jardin partagé, de square reliant la cité minière et les sites de diversification de l'habitat au nord ;
- la constitution d'un pôle secondaire d'équipements de proximité au nord, en accompagnement de la création en cœur de quartier d'une maison de quartier et en lien avec les projets de création d'un groupe scolaire sur le site de l'école Marcel Cachin et de la reconversion de l'école Sévigné en équipement public ;
- et la restructuration forte des immeubles collectifs sociaux.



- autoroute
- voie principale
- voie de desserte locale zone 30
- réhabilitation/résidentialisation des logements Maisons et Cités jusqu'en 2015
- réhabilitation et adaptation de logements pour personnes âgées programme 2015/2020 bailleur : SIA
- création de logements individuels
- démolition de la chapelle polonaise
- restructuration lourde des immeubles collectifs (ICF)
- opération de traitement de l'habitat ancien dégradé
- création de jardins familiaux au cas par cas (GUP)
- création de jardins partagés
- requalification de la placette
- parvis/carrefour à aménager
- programme immobilier en cours
- pôle d'équipements de proximité
- voie à requalifier
- requalification de l'espace public
- voie à créer
- liaison douce à créer ou à requalifier
- maison de quartier

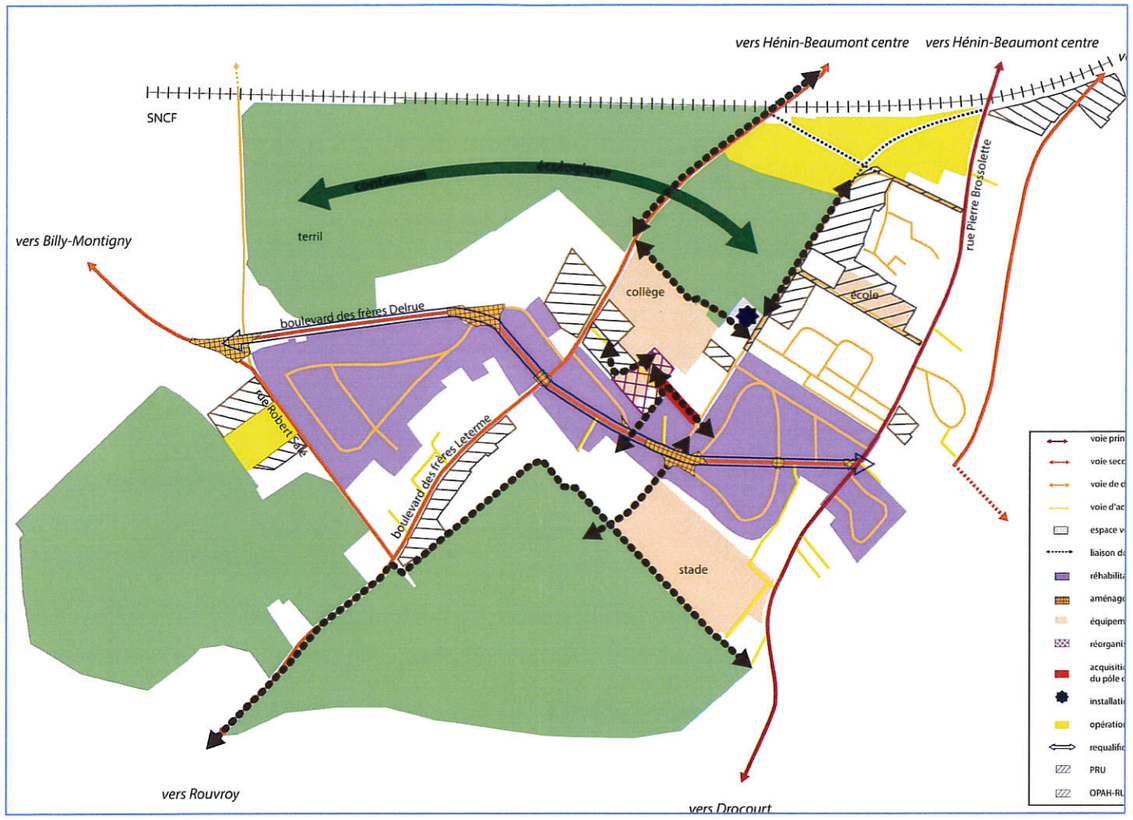
❖ **SCHEMA DIRECTEUR URBAIN DU QUARTIER DE LA CITE NOUMEA**



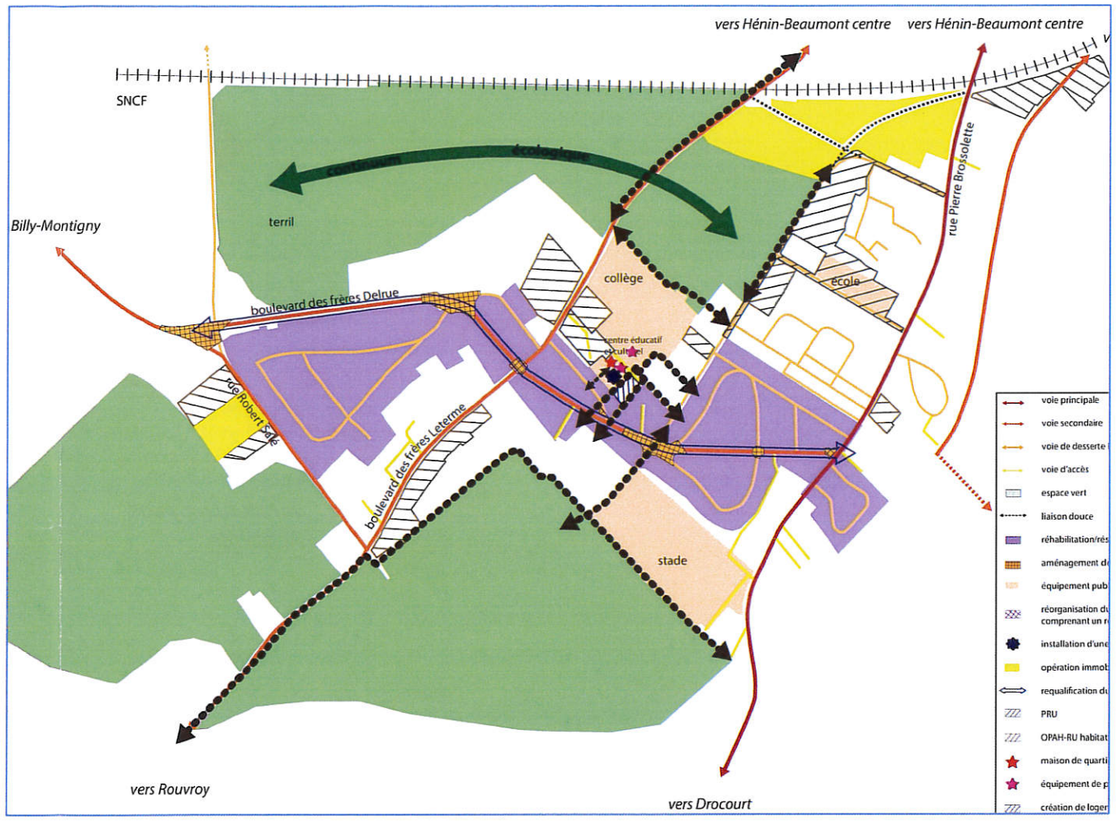
❖ **SCHEMA DIRECTEUR URBAIN DU QUARTIER DU QUARTIER MACE DARCY**

Le schéma directeur vise le désenclavement du quartier par la création d'un pôle de services publics et d'un commerce de proximité (son emplacement est différencié selon les 2 scénarii : sur la rue Jean Macé au débouché de la rue Jean Macé pour le scénario 1, dans la restauration scolaire pour le scénario 2). Ces équipements permettront d'atténuer le sentiment d'éloignement relatif par rapport au centre-ville d'Hénin Beaumont. Cette centralité sera renforcée par la création de des liaisons douces pour améliorer l'accessibilité à la maison de quartier et à ses espaces attenants. Des cheminements piétons seront aménagés à partir du collège pour sécuriser les déplacements. Enfin, les artères principales seront requalifiées. Les deux scénarios proposés :

Scénario 1



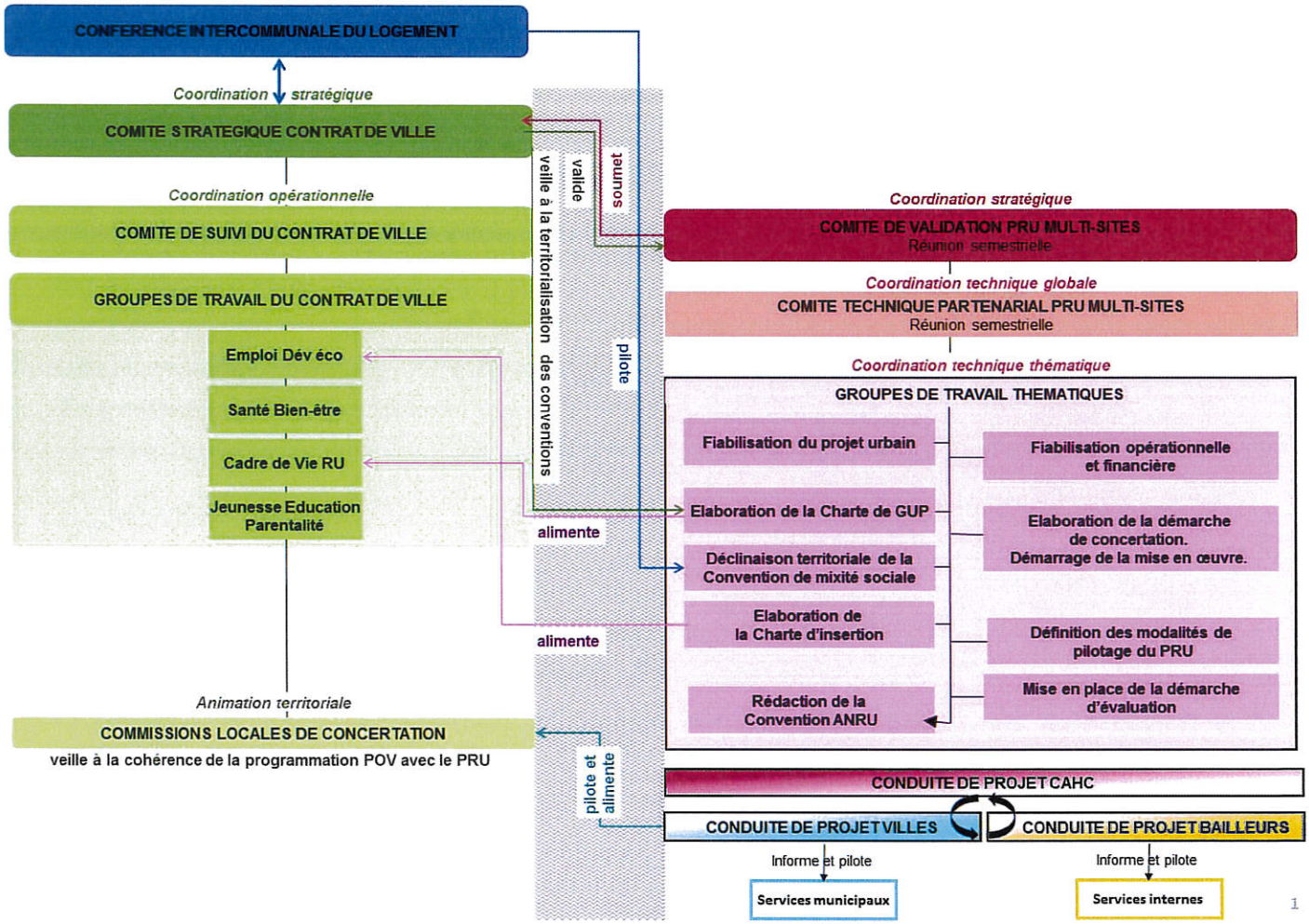
Scénario 2



- voie principale
- voie secondaire
- voie de desserte locale
- voie d'accès
- espace vert
- liaison douce
- réhabilitation/résidentialisation
- aménagement des carrefours
- équipement public
- réorganisation du bâti
- acquisition en vue d'un désenclavement du pôle de services publics
- installation d'une supérette de proximité
- opération immobilière
- requalification du boulevard
- PRU
- OPAH-RU habitat privé

ANNEXE 4

DESCRIPTION DE LA GOUVERNANCE ET DE LA CONDUITE DE PROJET



ANNEXE 5

SYNTHESE DES DIAGNOSTICS ET ETUDES DEJA REALISES

❖ SYNTHESE DES PRINCIPAUX INDICATEURS SOCIAUX DU PARC LOCATIF ET MINIER DES 5 QUARTIERS

Principaux indicateurs	ZAC des 2 Villes		Kennedy Ponchelet		Plaine du 7		Nouméa		Macé Darcy		TOTAL	
	Nbre	Taux	Nbre	Taux	Nbre	Taux	Nbre	Taux	Nbre	Taux	Nbre	Taux
PROFIL DES MENAGES												
Actifs (emploi précaire ou stable)	286	30%	91	28%	211	**39%**	158	34%	187	34%	933	33%
Familles monoparentales	204	**21%**	110	34%	110	20%	45	10%	109	20%	578	20%
Personnes seules	488	**51%**	73	22%	221	41%	200	43%	165	30%	1147	40%
Demandeurs entre 18 et 30 ans	206	21%	91	**28%**	110	20%	41	9%	95	17%	543	19%
Demandeurs de plus de 65 ans	161	17%	19	6%	99	18%	105	**22%**	100	18%	484	17%
Ancienneté < 1 an	190	**20%**	47	14%	71	13%	30	6%	59	11%	397	14%
Ménages de revenu < 900€ mensuel	621	64%	234	72%	438	**81%**	211	45%	380	69%	1884	66%
CARACTERISTIQUES DU PARC												
Proportion de moyens/grands logements : T3 et plus	641	62%	277	81%	511	89%	362	76%	548	**99%**	2339	79%
Taux de vacance à fin août 2015	65	**6%**	14	4%	36	**6%**	3	1%	4	1%	122	4%
Taux de rotation à fin août 2015	77	7%	43	**13%**	35	6%	33	7%	7	1%	195	7%
Taux d'impayés à fin août 2015	155	15%	67	**20%**	16	3%	8	2%	25	5%	271	9%
Nombre de ménages	**965**	100%	**327**	100%	**542**	100%	**467**	100%	**552**	100%	2853	100%
Nombre de logements	**1028**	100%	**341**	100%	**573**	100%	**478**	100%	**552**	100%	2972	100%

Sources : bailleurs 2015, réalisation : Perspectives Urbaines et Sociales, novembre 2015

❖ **SYNTHESE DU CONTEXTE DU SUD-OUEST DE LA CAHC**

Les atouts du secteur sud-ouest sont de deux sortes : des atouts dynamiques, issus de démarches de projets et d'outils consolidant le projet urbain global, et des atouts physiques donnés, issus de la géographie et de l'histoire du territoire.

Les atouts dynamiques
- Un paysage unique fait des vestiges de cette histoire minière : cités minières, terrils, cavaliers.....
- Une trame verte fait des reconquêtes par la végétation d'anciens sites miniers : classement en ZNIEFF de certains terrils.
- Une ville centre hiérarchisée (organisation, distribution ordonnée à partir des institutions et places publiques) au patrimoine bâti exceptionnel (bâti issu des périodes économiquement riches, bâti ancien, bâti des années 20/30, bâti des années 50).
- Des infrastructures de niveau internationales et nationales : A1, A21, proximité A26.
- une desserte en transport ferrée exceptionnelle : TER, (Hénin-Beaumont, Libercourt) TGV (Lens, Arras, Lille).
- Des pôles commerciaux régionaux : éco-parc commerciaux des bords d'eau.
- Des cités minières globalement en bon état physique.
- Des cités minières avec des équipements publics jamais très éloignés et toujours desservies par les transports collectifs urbains.
Les contraintes pesant sur le territoire
- Un passé industriel et minier à dépasser: les agglomérations sont confrontées à une logique de réparation des séquelles économiques, sociales, sanitaires et environnementales de 150 ans d'industrialisation lourde, et de revalorisation de leur image.
- Une conurbation étendue et peu hiérarchisée, avec une centralité en voie de paupérisation, résultat de l'histoire du territoire et d'initiatives locales pas toujours coordonnées.
- Un bâti ancien très étendu et peu qualifié qui nuit à l'attractivité globale des quartiers et des centralités.
- Un paysage morcelé et des espaces naturels périphériques au territoire.
- Un développement économique inégal avec une forte concentration du potentiel économique le long de l'autoroute A1.
- Un commerce de centre-ville en manque de dynamisme pour lutter contre les zones commerciales
- Des nuisances (air, bruit, mitage des espaces naturels, etc.) liées à la densité du réseau d'infrastructures de transport.
- Une absence de politique foncière du bâti ancien de centre-ville pour maintenir son attractivité qui creuse l'écart entre une qualité remarquable des éco-parcs commerciaux et industriels et des centralités appauvries
- Une forte pression foncière due à la périurbanisation autour de la métropole lilloise : des besoins importants en matière d'habitat ; forte pression exercée pour l'implantation des zones d'activités et des zones commerciales.
- Une forte demande de déplacements (mode route) liée à l'attractivité de la métropole lilloise d'où une congestion des infrastructures de transport existantes.
- Des quartiers d'habitat collectif en voie de décrochage urbain : architecture dépassée, manque de confort thermique et acoustique, absence d'accessibilité PMR, occupation sociale générant des soucis

de vie collective.

- Des équipements de quartiers peu mis en valeur avec une absence d'équipement récréatif extérieur pour petits dans les quartiers

- Des espaces publics à l'intérieur des quartiers en politique de la ville en manque de qualification et de gestion.

- Une population globalement fragilisée socio économiquement.

- Des attributions plus orientées vers les ménages pauvres : une tendance à la paupérisation des quartiers.

- Un manque de rééquilibrage de l'offre sociale à l'échelle de l'agglomération

Les opportunités

- Le projet de Trame Verte et Bleue d'agglomération, à partir de friches réhabilitées, des cavaliers et des territoires agricoles.

- Des projets structurants en cours : Parc des Iles, BHNS, Ste-Henriette, boucles vertes, etc.

- Des capacités foncières aux abords des quartiers pour faire de la diversité sociale une réalité.

- Des équipements publics existants à reconnaître, restructurer, valoriser.

- Des projets de réhabilitation et de résidentialisation du bâti et de construction d'équipements publics en cours dans certains quartiers.

- Le projet du Louvre Lens en plein essor.

- Des PLU en cours de procédure avec des PADD priorisant le renouvellement urbain.

-Le PLH comme outils commun, (référentiel habitat durable, démarches HQE ou environnementales, éco-quartier, etc.) participe au renouvellement du parc de logements afin de répondre aux besoins importants en matière d'habitat mais dans une logique de développement durable.

- Une sensibilité aux questions environnementales et énergétiques.

❖ SYNTHESE DE LA SITUATION DES QUARTIERS

SYNTHESE QUARTIER ZAC DES DEUX VILLE
Les atouts
- L'urbanité de la ZAC – donnée par l'organisation autour d'un axe fort de desserte du centre-ville, par la présence de commerces et services en pied d'immeuble, par la typologie diversifiée des immeubles d'habitat social – est l'atout majeur de ce quartier évitant la stigmatisation de cité sociale. - La présence d'équipements scolaires, de maisons de quartiers et d'espaces récréatifs permettent de maintenir un lien social. - La proximité de deux centres villes, la proximité forte du futur BHNS et la desserte existante en transport en commun et de la trame de liaisons douces (parc côté Montigny-en-Gohelle) évitent l'enclavement. - Une vacance concentrée sur les bâtiments les plus problématiques, pouvant faciliter un projet d'intervention sur ces derniers.
Les faiblesses
- La coupure entre les deux secteurs, accentuée par l'appartenance à deux communes et renforcée par l'existence de deux maisons de quartier, nuit fortement à la cohésion sociale. - L'architecture est plus stigmatisante coté Montigny-en-Gohelle du fait de la densité, de la hauteur et de l'architecture des plots. - La présence de très nombreux garages, constituant des nappes, et une façade aveugle côté Hénin-Beaumont (en façade du boulevard Maréchal Leclercq) renforcent l'effet frontière de la limite communale. - Une mauvaise visibilité de certains commerces, due à la topographie encaissée et au traitement paysager du carrefour De Gaulle/Moulin, la libération de plusieurs cellules commerciales, ou des réaffectations non qualifiantes. - Le parc paysager, l'espace polyvalent et les accès, sont complètement illisibles depuis le quartier, phénomène accentué côté Hénin-Beaumont. - La réhabilitation est globalement hétérogène, et vieillissante pour certains immeubles. - Un parc inadapté aux évolutions des ménages (vieillissement). - La densité est très forte côté Montigny-en-Gohelle, avec une morphologie des espaces plus enclavant.
Les enjeux
- Maintenir une cohésion sociale sans distinction d'appartenance communale : - Réussir à unifier le quartier autour d'équipements communs. - Favoriser la fréquentation par les habitants des deux secteurs. - Agir sur l'homogénéisation des deux secteurs par un traitement équitable du bâti et des espaces extérieurs. - Créer la couture urbaine, sociale et fonctionnelle nécessaire à l'attractivité du quartier. - Traiter les immeubles connaissant des problèmes de vie sociale par la réhabilitation/résidentialisation et/ou par la démolition/reconstruction. - Introduire une diversification résidentielle.

SYNTHESE QUARTIER KENNEDY
Les atouts
- Les atouts du quartier Kennedy résident dans sa proximité au centre-ville d'Hénin-Beaumont qui est renforcée par une bonne desserte en transport urbain et en liaison douce. - Il bénéficie également d'équipements : le CCAS, une salle de quartier, un city stade.
Les faiblesses
- La cité Kennedy dispose d'un cadre de vie très disqualifié, d'un bâti obsolète sur le plan de l'accessibilité et de la performance énergétique. - Le quartier souffre d'un enclavement lié d'une part à la prégnance de voies en impasse et au tracé de l'A21, d'autre part à une défaillance en termes de signalisation (manque de lisibilité des entrées de quartier et de l'accès à la salle de quartier). - Un déficit d'entretien et de valorisation des espaces publics est constaté, accentué par des limites entre espaces libres ouverts au public et espaces de résidentialisation des abords des immeubles, peu lisibles. - Une population récemment installée, avec des ressources très faibles.
Les enjeux
- L'enjeu est global sur la cité avec un grand enjeu de mixité sociale pour contrer l'enclavement social. - Il s'agit pour ce quartier de combattre la stigmatisation de quartier pauvre et de trouver une nouvelle attractivité valorisant ses habitants. L'enjeu majeur est la construction d'une nouvelle image grâce à une diversification de son bâti et à une mixité sociale plus grande. - Eviter le décrochage, l'exclusion et la marginalisation de la cité alors qu'elle est géographiquement très bien située, qu'elle bénéficie d'une bonne liaison routière, piétonne et d'une bonne desserte en équipements publics grâce à sa grande proximité avec le centre-ville.

SYNTHESE QUARTIER PLAINE DU 7
Les atouts
- **L'authenticité de la cité minière, la qualité de son bâti, la qualité des réhabilitations récentes, la composition ordonnancée, la perméabilité de la cité par ses nombreuses voies raccordées aux voies de liaison intercommunale sont des atouts à conforter.** - **La présence des équipements publics, du cabinet médical, de la moyenne surface commerciale, des services et commerces de proximité de la route d'Harnes créent un support de développement du lien social et confèrent à ce quartier une certaine urbanité complétée par la proximité d'une zone d'activité.** - **La proximité de la trame verte et de la boucle verte nord/sud constitue une opportunité à prendre en compte lors de la conception des futurs aménagements. Enfin, le quartier dispose d'un foncier à proximité potentiellement disponible pour diversifier l'habitat.**
Les faiblesses
- **Le quartier de la Plaine du 7 cumul d'importantes problématiques de tranquillité public impactant le vivre ensemble (délaissement des jardins familiaux, la désaffectation de la chapelle "polonaise" fermée et vétuste, baisse de fréquentation des associations...).** - **Par ailleurs, tant le bâti que les espaces extérieurs sont peu valorisés (déqualification de la route d'Harnes, dégradation du bâti privé en front de rue comme en intérieur d'îlot...).** - **Enfin, l'A21 constitue une coupure entre le quartier et le centre-ville.**
Les enjeux
- **L'enjeu est d'apaiser les conflits sociaux cristallisés autour du patrimoine du bailleur ICF. En effet, les immeubles d'habitat collectif, bien que très bien situés dans le quartier et bénéficiant d'une architecture intéressante et récente, souffrent d'une image extrêmement dévalorisée générée par la délinquance. Les populations ont détourné l'architecture au profit de la maîtrise des accès, halls, cheminements. Il est urgent d'agir sur les immeubles d'habitat collectif par une restructuration lourde de l'enveloppe bâtie. La vacance doit être enrayée et une mixité sociale doit être favorisée par des logements rénovés, réadaptés aux accès individualisés et résidentialisés.** - **L'équilibre social du quartier est un enjeu majeur pour le maintien des commerces, des services et la bonne efficacité des équipements publics présents. Cette cohésion sociale est à rechercher globalement en intégrant l'habitat ancien dégradé privé fortement présent à l'arrière de la route d'Harnes.** - **Trois enjeux ont été identifiés :** • Favoriser la cohésion sociale pour éviter l'abandon des collectifs, le découragement des forces vives du quartier et la domination des incivilités. • Désenclaver Son rattachement à sa centralité et au reste de l'agglomération • L'équilibre social de l'habitat en prenant en compte l'habitat privé ancien dégradé pour éviter le décrochage, la relégation face aux nouveaux quartiers qui voient le jour en périphérie.

SYNTHESE QUARTIER MACE DARCY
Les atouts
- L'authenticité de la cité minière Macé Darcy, peu touchée par des évolutions malencontreuses du bâti, est un atout en termes d'image, d'attractivité et de renforcement de l'identité du quartier. - La morphologie ordonnancée de la cité, le regroupement en un seul secteur du restaurant scolaire, de l'école, de la maison de quartier, du collège ainsi que les réhabilitations faites dans le respect du bâti, sont les garants de cette image. - La proximité de la trame verte et l'accès au Parc des Iles, complétés des liaisons douces existantes ou en projet reliées à la grande boucle nord-sud et donnant accès à la ville centre, assurent la qualité des déplacements ; la desserte en transport en commun assure les déplacements pour tous. - Le potentiel des terrains environnants est un atout important pour diversifier l'habitat et s'ouvrir sur le Parc des Iles.
Les faiblesses
- Les faiblesses sont dues aux coupures des voies les mettant en impasse, à l'absence de commerces de proximité pour une population au faible potentiel de déplacement, au manque de qualification du boulevard des frères Delrue et Herbaut, à l'état de l'habitat privé sur les voies environnantes. - En termes d'équipements, la maison de quartier reste un espace fermé sur lui-même, très peu visible depuis l'extérieur, et également peu accessible depuis le quartier, l'absence d'espace vert récréatif (l'exception des abords du collège), en lien avec les autres équipements publics, et adapté aux âges de la population constitue un manque. - L'habitat privé en frange côté Parc des Iles, peu structuré, qui tourne le dos à la cité, ne peut pas être une valeur ajoutée pour le quartier ; l'habitat privé ne doit pas s'opposer à l'habitat des cités dont l'urbanisme lui est bien souvent supérieur.
Les enjeux
- Créer les liaisons manquantes pour optimiser son désenclavement : liaisons douces et voirie sur Bénalu débouchant sur le passage à niveau. - Créer un pôle d'équipement public cohérent, à la forte lisibilité et accessible depuis le cœur du quartier.

SYNTHESE QUARTIER NOUMEA
Les atouts
- Le quartier Nouméa bénéficie de l'authenticité de son bâti, représentatif de la cité minière et peu touchée par des évolutions malencontreuses du bâti. Sa morphologie est lisible et bien hiérarchisée. - Sa proximité à la Trame Verte et au Parc des Iles et la liaison douce traversant la cité d'est en ouest constituent des éléments positifs du cadre de vie. - Le foncier environnant constitue un potentiel non négligeable pour diversifier l'habitat et s'ouvrir sur le Parc des Iles. - La proximité d'une zone d'activité comme pôle d'emplois. - La population est ancrée sur le territoire, avec une vacance presque inexistante.
Les faiblesses
- Les coupures (RD46) et les impasses contribuent à l'enclavement du quartier. - L'espace vert du quartier (square Henri Barbusse) est peu qualifié, peu visible et refermé sur lui-même. - L'habitat privé en frange côté Parc des Iles, peu structuré et tournant le dos au quartier. - La forte présence de ménages précarisés, aux ressources très faibles.
Les enjeux
- L'enjeu est d'inscrire l'évolution de la cité Nouméa dans un projet de désenclavement et de couture urbaine qualitative à la hauteur de la qualité du Parc des Îles. - Construire un habitat individuel/intermédiaire faisant le lien entre la cité minière et le Parc des Iles transparence, ouvertures visuelles, liens piétonniers vers le parc, franges de la rue Henri Barbusse. - Travailler sur la restructuration de logements miniers pour un habitat plus grand, modernisé et diversifiant la typologie en cœur de quartier ; des compensations de logements pourraient être trouvées dans les nouveaux programmes sur les franges du Parc des Iles. - Améliorer la qualité de la résidentialisation pour une plus grande homogénéité des clôtures, en lien avec une requalification des espaces publics. - Désenclaver la rue Degas vers la rue Henri Barbusse. - Affirmer la voie verte comme lien nord-sud (parc de la Deûle/Louvre Lens) : rendre la liaison évidente et continue de part et d'autre de la RD46. - Etablir des liens physiques avec les équipements publics de proximité implantés de l'autre côté de la RD46. - Retravailler sur le passage de la ligne de bus à l'intérieur du quartier. - Créer un espace vert récréatif de proximité pour jeunes, en lien avec une structure et en site ouvert, visible et en cœur de quartier. - Mettre en place une GUP. - Définir un règlement au PLU qui maintiennent l'authenticité et l'homogénéité architecturale. - Créer des synergies socio-économiques entre le quartier et le parc des îles.

TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS PHYSIQUES (extrait du syst?me d'information le : 01/07/2016 ? 16.33)

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 458	LOCALISATION		
ZONE INTERVENTION	INSEE QPV	INSEE COMMUNE	
66666/Commune fictive/QPV régional/QPV multisite (Intérêt régional)	QP999998	66666	
PORTEUR DE PROJET			
COMMUNAUTE AGGLOMERATION D'HENIN-CARVIN			

N° de protocole(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono = identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chronoopérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS				MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	CONTRIBUTIONS																PRETS		ECHEANCIER			
		QPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé)	LIEU DE REALISATION(n° de QPV ou commune	NBRE	TYPE (M,R+)	NBRE	SHON	LOGT	M2						VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL		CONSEL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL y compris les prêts		CDC		EUROPE		ETAT		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire Prêt CDC	Pour mémoire Prêt Bonifié AL	Demarrage Année	semestre	Durée en semestre	vérif
																%		%		%		%		%		%		%		%		%		%						
12 CONDUITE DE PROJET																																								
458 6999998 12 0001 001 Complément étude urbaine / ZAC des 2 Vil	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	1 300,00	6,50%	1 200,00	6,00%	0,00	0,00%	4 000,00	20,00%	3 500,00	17,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
458 6999998 12 0001 002 Complément étude urbaine / Ponchelet Ken	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	1 300,00	6,50%	1 200,00	6,00%	0,00	0,00%	4 000,00	20,00%	3 500,00	17,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
458 6999998 12 0001 003 Complément étude urbaine / Plaine du 7	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	1 300,00	6,50%	1 200,00	6,00%	0,00	0,00%	4 000,00	20,00%	3 500,00	17,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
458 6999998 12 0001 004 Complément étude urbaine / Macé Darcy	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	1 300,00	6,50%	1 200,00	6,00%	0,00	0,00%	4 000,00	20,00%	3 500,00	17,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
458 6999998 12 0001 005 Complément étude urbaine / Nouméa	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	1 300,00	6,50%	1 200,00	6,00%	0,00	0,00%	4 000,00	20,00%	3 500,00	17,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
458 6999998 12 0001 006 Etude Dév Eco dans les quartiers	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	40 000,00	20,00%	48 000,00	40 000,00	3 500,00	8,75%	4 500,00	11,25%	0,00	0,00%	12 000,00	30,00%	0,00	0,00%	20 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	1	V
458 6999998 12 0001 007 Etude Potentiel immobilier dans les quart	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	30 000,00	20,00%	36 000,00	30 000,00	0,00	0,00%	30 000,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	1	V
458 6999998 12 0001 008 AMO Concertation / ZAC des 2 Villes	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	8 000,00	20,00%	9 600,00	8 000,00	3 400,00	42,50%	600,00	7,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
458 6999998 12 0001 009 AMO Concertation / Plaine du 7	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	8 000,00	20,00%	9 600,00	8 000,00	3 400,00	42,50%	600,00	7,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
458 6999998 12 0001 010 AMO Concertation / Ponchelet Kennedy	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	8 000,00	20,00%	9 600,00	8 000,00	3 400,00	42,50%	600,00	7,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
458 6999998 12 0001 011 AMO Concertation / Macé Darcy	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	8 000,00	20,00%	9 600,00	8 000,00	3 400,00	42,50%	600,00	7,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
458 6999998 12 0001 012 AMO Concertation / Nouméa	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	8 000,00	20,00%	9 600,00	8 000,00	3 400,00	42,50%	600,00	7,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
458 6999998 12 0001 013 OPCU Fiabilisation opération & financièr	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	25 000,00	20,00%	30 000,00	25 000,00	3 750,00	15,00%	4 375,00	17,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4 375,00	17,50%	12 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	1	V
458 6999998 12 0001 014 AMO Formalisation Convention ANRU	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	28 000,00	20,00%	33 600,00	28 000,00	0,00	0,00%	5 600,00	20,00%	0,00	0,00%	22 400,00	80,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	1	V
458 6999998 12 0001 015 Direction de projet CAHC (cdp)	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	101 156,00	0,00%	101 156,00	101 156,00	0,00	0,00%	51 547,00	50,96%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	49 609,00	49,04%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	3	V
458 6999998 12 0001 016 Direction de projet CAHC (cdm)	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNAUTE AGGLOMERATION	79 219,00	0,00%	79 219,00	79 219,00	0,00	0,00%	79 219,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	3	V
458 6999998 12 0001 017 Diag techn-fi Club des 4 Vents / Nouméa	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE DE ROUVROY/21620	7 500,00	20,00%	9 000,00	7 500,00	7 500,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	1	V
458 6999998 12 0002 001 Diag techn-fi Collectifs ICF La Plaine	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	57/ICF NORD-EST SA D'HLM/30	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	1	V
458 6999998 12 0003 001 Etude Centre social Hénin-Beaumont	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE D'HENIN BEAUMONT	25 000,00	20,00%	30 000,00	25 000,00	25 000,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	1	V
458 6999998 12 0003 002 Diag techn-fi CCAS / Kennedy	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE D'HENIN BEAUMONT	10 000,00	20,00%	12 000,00	10 000,00	10 000,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	1	V
458 6999998 12 0003 003 Diag techn-fi exEcole / Macé Darcy	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE D'HENIN BEAUMONT	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	20 000,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	1	V
458 6999998 12 0003 004 Diag techn-fi Salle J. Moulin Hénin / ZAC	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE D'HENIN BEAUMONT	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	20 000,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	1	V
458 6999998 12 0004 001 Diag techn-fi Maison DSQ Montigny / ZAC	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE DE MONTIGNY EN G	10 000,00	20,00%	12 000,00	10 000,00	10 000,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	1	V
458 6999998 12 0004 002 Diag techn-fi Ecole Cachin / Plaine du 7	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE DE MONTIGNY EN G	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	20 000,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	1	V
458 6999998 12 0004 003 Ingénierie RU Montigny	NPR	QP999998					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE DE MONTIGNY EN G	45 873,00	0,00%	45 873,00	45 873,00	45 873,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	3	V
SOUS TOTAL 12 CONDUITE DE PROJET				0		0	0,00	0,00	0,00		621 748,00		700 848,00	621 748,00	189 123,00	30,42%	184 241,00	29,63%	0,00	0,00%	54 400,00	8,75%	31 875,00	5,13%	32 500,00	5,23%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	129 609,00	20,85%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
TOTAL				0		0	0,00				621 748,00		700 848,00	621 748,00	189 123,00	30,42%	184 241,00	29,63%	0,00	0,00%	54 400,00	8,75%	31 875,00	5,13%	32 500,00	5,23%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	129 609,00	20,85%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

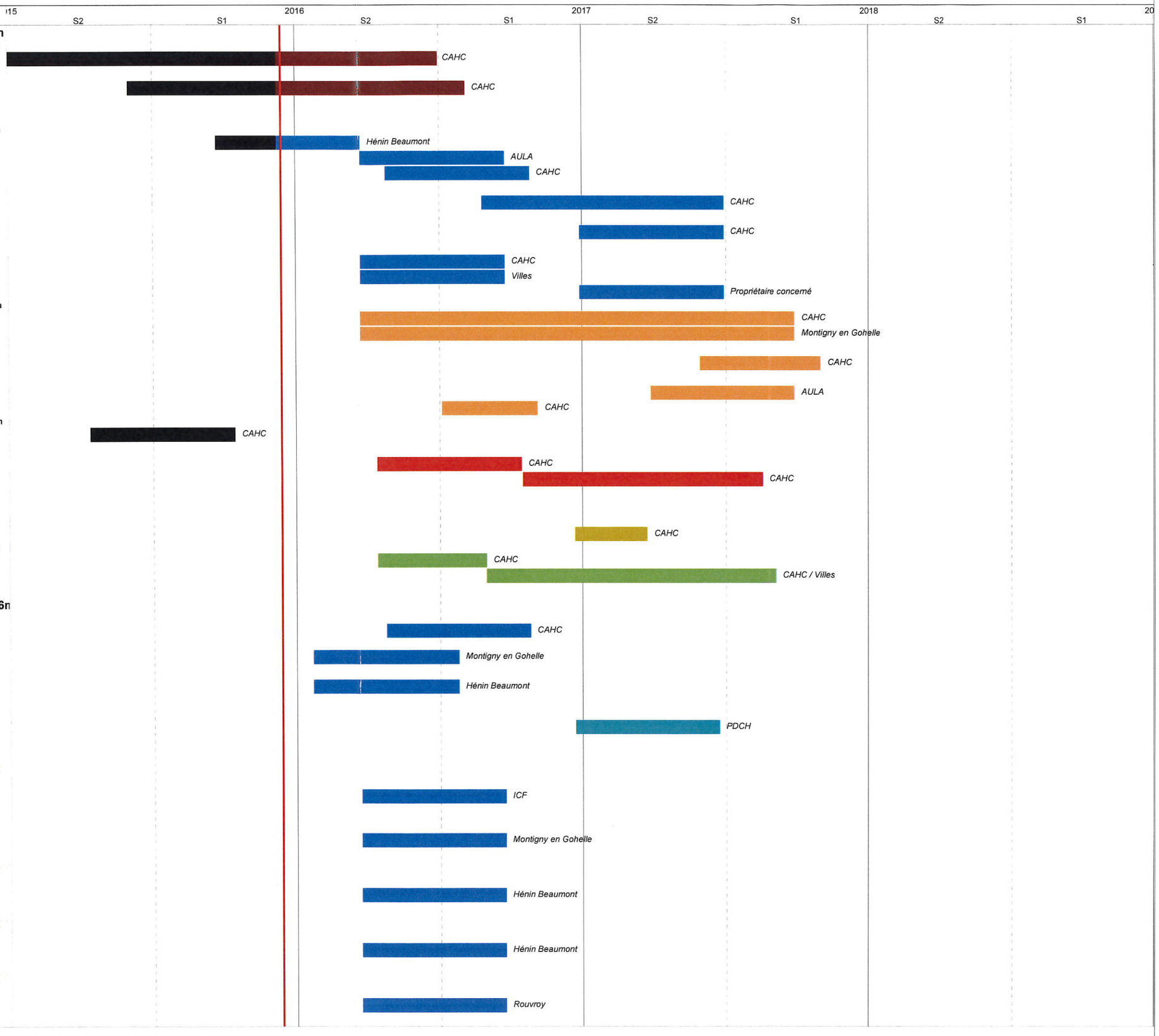
(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois)

Planning de réalisation des actions du programme de travail
Protocole de préfiguration NPNRU Multisites

perspectives

Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin

N°	Nom	Début	Fin	Durée
	1. Transversal	**05/01/1**	**01/05/1**	**39,5m**
	1. Stratégie de peuplement / relogement	**05/01/15**	**02/02/17**	**24,82m**
7	Mission d'accompagnement pour l'élaboration d'un diagnostic « peuplement »	05/01/15	30/12/16	23,7 m
8	Mission d'accompagnement pour la mise en œuvre de la réforme des attributions de logements sociaux et de gestion de la demande	01/12/15	02/02/17	14 m
	2. Projet urbain / programmation	**22/03/16**	**28/12/17**	**21,05m**
9	Etudes d'opportunité Centre social communal	22/03/16	21/09/16	6 m
10	Etude de potentiel immobilier dans les quartiers	22/09/16	24/03/17	6 m
11	Etude du potentiel de développement économique des quartiers et de programmation	24/10/16	25/04/17	6 m
12	Complément d'étude urbaine - programmation	24/02/17	28/12/17	10 m
13	AMO OPCU pour la fiabilisation opérationnelle et financière du NPRU	28/06/17	28/12/17	6 m
14	Etude diagnostic des réseaux Eaux	22/09/16	24/03/17	6 m
15	Etat du foncier existant	22/09/16	24/03/17	6 m
16	Etude de sol pour les sites de reconstitution LLS	28/06/17	28/12/17	6 m
	3. Pilotage et évaluation	**22/09/16**	**01/05/18**	**19,05m**
17	Direction de projet CAHC (2 ETP)	22/09/16	29/03/18	18 m
18	Chargé de mission RU/CDV 1 ETP sur 18 mois (Montigny)	22/09/16	29/03/18	18 m
19	AMO accompagnement pour la formalisation de la convention ANRU	29/11/17	01/05/18	5 m
20	Mise en place d'un observatoire partenarial	27/09/17	29/03/18	6 m
21	Elaboration du référentiel d'évaluation du PRU	04/01/17	05/05/17	4 m
	4. Concertation	**13/10/15**	**16/02/18**	**27,91m**
22	Appui méthodologique aux territoires en matière de concertation (Région)	13/10/15	13/04/16	6 m
23	Elaboration de la Charte de Concertation	13/10/16	14/04/17	6 m
24	AMO pour la déclinaison de la Charte de concertation sur les quartiers et la mise en œuvre des outils de concertation	17/04/17	16/02/18	10 m
	5. Insertion	**22/06/17**	**21/09/17**	**3m**
25	Élaboration de la charte d'insertion	22/06/17	21/09/17	3 m
	6. GUP	**13/10/16**	**05/03/18**	**16,5m**
27	Élaboration et rédaction de la charte GUP	13/10/16	28/02/17	4,5 m
28	Démarrage de la mise en œuvre du dispositif GUP	01/03/17	05/03/18	12 m
	2. ZAC des 2 Villes	**22/07/1**	**22/12/1**	**16,86m**
	2. Projet urbain / programmation	**24/10/16**	**25/04/17**	**6m**
29	Etude d'opportunité Maison de santé	24/10/16	25/04/17	6 m
	7. Diagnostics techniques	**22/07/16**	**23/01/17**	**6m**
30	Diagnostic de faisabilité technique-financière sur la maison de quartier de Montigny-en-Gohelle	22/07/16	23/01/17	6 m
31	Diagnostic de faisabilité technique-financière sur la Salle Jean Moulin d'Hénin-Beaumont	22/07/16	23/01/17	6 m
	8. Opérations physiques avec démarrage anticipé	**22/06/17**	**22/12/17**	**6m**
26	Démolitions ZAC des 2 Villes Groupe Picardie Flandres Bourgogne (secteur Montigny) Demande d'autorisation de démarrage anticipé	22/06/17	22/12/17	6 m
	3. Plaine du 7	**22/09/1**	**24/03/1**	**6m**
	7. Diagnostics techniques	**22/09/16**	**24/03/17**	**6m**
32	Diagnostic de faisabilité technique-financière restructuration/démolition partielle des collectifs	22/09/16	24/03/17	6 m
33	Diagnostic de faisabilité technique-financière pour la restructuration de l'école Cachin	22/09/16	24/03/17	6 m
	4. Kennedy	**22/09/1**	**24/03/1**	**6m**
	7. Diagnostics techniques	**22/09/16**	**24/03/17**	**6m**
34	Diagnostic de faisabilité technique-financière pour la réhabilitation du CCAS	22/09/16	24/03/17	6 m
	5. Macé Darcy	**22/09/1**	**24/03/1**	**6m**
	7. Diagnostics techniques	**22/09/16**	**24/03/17**	**6m**
35	Diagnostic de faisabilité technique-financière pour la restructuration de l'ex-école Darcy	22/09/16	24/03/17	6 m
	6. Nouméa	**22/09/1**	**24/03/1**	**6m**
	7. Diagnostics techniques	**22/09/16**	**24/03/17**	**6m**
36	Diagnostic de faisabilité technique-financière pour la réhabilitation du Club des 4 Vents	22/09/16	24/03/17	6 m



Planning de réalisation des actions du programme de travail
Protocole de préfiguration NPNRU Multisites

Conventionnement / ANRU		Environnement		Concertation		Lancement travaux	★		
Diversification de l'habitat		Développement économique		Insertion		Réalisé			
Peuplement		Conduite de projet / évaluation		GUP					
Projet urbain / programmation		Opérations NPNRU		Opérations physiques avec démarrage anticipé					